

N° 11F0019M au catalogue — N° 312  
ISSN 1205-9161  
ISBN 978-0-662-04480-2

## Document de recherche

Direction des études analytiques documents de recherche

# Les habitudes de transfert de fonds chez les nouveaux immigrants au Canada

par René Houle et Grant Schellenberg

Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail  
24-H, Immeuble R.-H.-Coats, 100, promenade Tunney's Pasture  
Ottawa, Ontario K1A 0T6

Téléphone: 1-800-263-1136



Statistique  
Canada

Statistics  
Canada

Canada

# Les habitudes de transfert de fonds chez les nouveaux immigrants au Canada

par René Houle et Grant Schellenberg

11F0019M n° 312  
ISSN 1205-9161  
ISBN 978-0-662-04480-2

Statistique Canada  
Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail  
24-H, immeuble R.-H.-Coats, 100, promenade Tunney's Pasture, Ottawa K1A 0T6

**Comment obtenir d'autres renseignements :**  
Service national de renseignements : 1-800-263-1136  
Renseignements par courriel : [infostats@statcan.ca](mailto:infostats@statcan.ca)

**Juillet 2008**

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2008

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue de préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire quelque contenu de la présente publication ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

**This publication is available in English (Catalogue no. 11F0019M, no. 312).**

## **Note de reconnaissance**

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

## **Normes de service à la clientèle**

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui sont observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca) sous À propos de nous > Offrir des services aux Canadiens.

# Table des matières

Résumé.....	4
Sommaire exécutif .....	5
1 Introduction.....	7
1.1 Contexte.....	7
1.2 Objectif et fondement.....	8
2 Examen de la documentation et cadre conceptuel .....	9
2.1 Caractéristiques démographiques.....	9
2.2 La capacité financière de transférer des fonds .....	10
2.3 Obligations envers la famille.....	10
2.4 Caractéristiques de la migration .....	11
2.5 Participation aux activités d'un organisme .....	13
2.6 Région ou pays d'origine.....	13
3 Source des données et méthodologie .....	14
3.1 Variables indépendantes.....	17
4 Résultats .....	19
4.1 Résultats descriptifs.....	19
4.2 Résultats multivariés, modèle de l'échantillon combiné.....	22
4.2.1 Caractéristiques démographiques.....	22
4.2.2 Capacité financière de faire des transferts .....	22
4.2.3 Obligations envers la famille.....	23
4.2.4 Caractéristiques de la migration .....	24
4.2.5 Participation aux activités d'un organisme .....	24
4.2.6 Région de naissance .....	24
5 Conclusions et signification.....	26
Tableaux et figures.....	28
Bibliographie.....	40

## Résumé

Les transferts de fonds — l'argent que les immigrants envoient aux membres de leur famille dans leur pays d'origine — sont maintenant au cœur des recherches sur le développement et les immigrants. Toutefois, malgré cet intérêt, les recherches sur les caractéristiques des résidents du Canada qui transfèrent des fonds à l'étranger demeurent très limitées, surtout en raison de l'absence de données d'enquêtes-ménages. À plus grande échelle, les études sur les résidents du Canada et d'autres pays qui transfèrent des fonds à l'étranger s'intéressent souvent aux immigrants d'un ou deux pays d'origine seulement et n'offrent donc pas une perspective internationale large sur la question. La présente étude comble ces lacunes en utilisant l'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada pour documenter l'incidence des transferts et les montants envoyés par les immigrants de divers pays. Au moyen d'un ensemble uniformisé de concepts et de méthodes, nous constatons que l'incidence des transferts dans la cohorte d'immigrants arrivés en 2000-2001 varie de moins de 10 % à 60 % parmi les immigrants de différents pays, tandis que les montants annuels moyens envoyés varient d'environ 500 \$ à près de 3 000 \$. Lorsque l'on examine les facteurs associés aux transferts de fonds, les caractéristiques financières et familiales sont toujours importantes chez les immigrants de toutes les régions du monde. En revanche, d'autres facteurs, comme le sexe et le niveau de scolarité, sont associés aux transferts de fonds chez les immigrants de certaines régions seulement.

**Mots clés :** immigrants, transferts, intégration

## Sommaire exécutif

Les transferts de fonds — l'argent que les immigrants envoient aux membres de leur famille dans leur pays d'origine — sont maintenant au cœur des recherches sur le développement et les immigrants. Toutefois, malgré cet intérêt, les recherches sur les caractéristiques des résidents du Canada qui transfèrent des fonds à l'étranger demeurent très limitées, surtout en raison de l'absence de données d'enquêtes-ménages. À plus grande échelle, les études sur les résidents du Canada et d'autres pays qui transfèrent des fonds à l'étranger s'intéressent souvent aux immigrants d'un ou deux pays d'origine seulement et n'offrent donc pas une perspective internationale large sur la question. La présente étude comble ces lacunes en utilisant l'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada (ELIC) pour documenter l'incidence des transferts de fonds et les montants envoyés par les immigrants de divers pays.

Environ deux ou quatre ans après leur arrivée au Canada, on a posé aux répondants de l'ELIC la question suivante : « Depuis la dernière entrevue, avez-vous envoyé de l'argent à l'extérieur du Canada à de la parenté ou à des amis? ». Les répondants qui ont répondu oui ont ensuite dû répondre à la question suivante : « Quel est le montant que vous avez envoyé à l'extérieur du Canada à de la parenté ou à des amis? ». Une forte minorité d'immigrants de la cohorte arrivée en 2000-2001 ont transféré des fonds à leur parenté ou à des amis. Pendant la période de 25 à 48 mois après leur arrivée, 29 % d'entre eux ont fait des transferts et envoyé en moyenne 2 900 \$ pendant cette période de 24 mois. Annuellement, le montant moyen envoyé par les immigrants s'établit à environ 1 450 \$, ce qui représente environ 6 % du revenu personnel total avant impôt et environ 3 % du revenu familial total avant impôt. Cependant, il se pourrait que ces estimations soient prudentes, puisque les données recueillies dans le cadre de l'ELIC portaient sur les activités de transfert des particuliers plutôt que des familles ou des ménages.

Les habitudes de transfert de fonds des immigrants varient largement en fonction de la région de naissance. Plus de la moitié des répondants de l'ELIC provenant de l'Asie du Sud-Est, des Caraïbes et de la Guyana ont transféré des fonds à leur pays d'origine de 25 à 48 mois après leur arrivée au Canada, tandis qu'environ 40 % des immigrants de l'Afrique subsaharienne et de l'Europe orientale ont fait de même. Environ le quart des répondants de l'Asie du Sud et de l'Amérique centrale et du Sud transféré des fonds à leur pays d'origine pendant cette période, tandis qu'environ le cinquième de ceux de l'Asie orientale et de ceux de l'Asie occidentale, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont fait de même. Les immigrants de l'Asie orientale qui ont fait des transferts de fonds ont envoyé en moyenne 3 900 \$ pendant la période de référence de 24 mois, tandis que les immigrants des Caraïbes et de la Guyana ont envoyé en moyenne moins de la moitié de ce montant (1 600 \$).

Lorsque l'on tient compte du pays de naissance, 60 % des immigrants des Philippines et de l'Haïti ont transféré des fonds de 25 à 48 mois après leur arrivée, tandis qu'environ 40 % à 50 % des immigrants de la Jamaïque, du Nigeria, de la Roumanie, de la Guyana et de l'Ukraine ont fait de même. Moins de 10 % des immigrants de la France, du Royaume-Uni et la Corée du Sud ont transféré des fonds pendant cette période.

Pour ce qui est des catégories d'admission des immigrants au Canada, environ 30 % des immigrants des trois catégories ont transféré des fonds à leur pays d'origine de 25 à 48 mois après leur arrivée (tableau 2). Toutefois, parmi les personnes qui ont transféré des fonds, les

immigrants de la composante économique ont envoyé des montants passablement plus importants que les réfugiés (3 000 \$ et 1 900 \$ respectivement).

Il existe de fortes corrélations entre les habitudes de transfert et les caractéristiques financières. La probabilité prédite de transfert augmente progressivement d'une catégorie de revenu familial à l'autre, allant de 10 % chez les immigrants des familles dont le revenu est inférieur à 10 000 \$ à 36 % chez les familles dont le revenu est supérieur ou égal à 70 000 \$. Sous réserve des transferts, les montants envoyés à l'étranger augmentent également progressivement d'une catégorie de revenu à l'autre. De même, les immigrants qui travaillent à temps plein sont beaucoup plus susceptibles de transférer des fonds à l'étranger que ceux qui travaillent à temps partiel ou qui sont inactifs. Il n'y a pas de corrélation entre la situation d'emploi et le montant envoyé.

On constate une corrélation positive entre le lieu de résidence et l'incidence des transferts et les montants envoyés. La probabilité prédite de transfert varie de 21 % chez les immigrants de Montréal à 34 % chez les immigrants de Calgary ou d'Edmonton. Parmi les immigrants qui ont fait des transferts de fonds, ceux qui vivent à Calgary/Edmonton et à Vancouver ont envoyé environ 16 % de plus que ceux qui vivent à Toronto.

Bien que les données de l'ELIC sur les membres de la famille à l'étranger soient limitées, la preuve qui existe concorde avec l'hypothèse que les habitudes de transfert dépendent des caractéristiques des familles. La probabilité des transferts et les montants envoyés sont corrélés négativement avec le nombre d'enfants mineurs dans le ménage. De même, les immigrants qui parrainent un membre de leur famille pour lui permettre de venir au Canada, ou qui ont l'intention de le faire, sont plus susceptibles de faire des transferts de fonds — et d'envoyer de plus gros montants — que les immigrants qui ne parrainent personne et qui n'ont pas l'intention de le faire.

# 1 Introduction

Les transferts de fonds — l'argent que les immigrants envoient aux membres de leur famille dans leur pays d'origine — font partie du processus d'immigration depuis longtemps. Or, étant donné les réseaux mondiaux des institutions financières et les technologies de télécommunication maintenant en place, les transferts de fonds partout dans le monde s'effectuent maintenant à un rythme et à un volume inimaginables par les générations précédentes. Dans ce contexte, les transferts sont une composante essentielle des déplacements des personnes dans le monde, de l'information et des ressources et sont au cœur des recherches sur l'immigration et le développement.

Malgré cet intérêt, les recherches sur les caractéristiques des résidents du Canada qui transfèrent des fonds à l'étranger demeurent très limitées, surtout en raison de l'absence de données d'enquêtes-ménages. À plus grande échelle, les études sur les résidents du Canada et d'autres pays qui transfèrent des fonds à l'étranger s'intéressent souvent aux immigrants d'un ou deux pays d'origine seulement et n'offrent donc pas une perspective internationale large sur la question. La présente étude comble ces lacunes en utilisant l'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada (ELIC) pour documenter l'incidence des transferts et les montants envoyés par les immigrants de divers pays. Au moyen d'un ensemble uniformisé de concepts et de méthodes, nous constatons que l'incidence des transferts de fonds dans la cohorte d'immigrants arrivés en 2000-2001 varie de moins de 10 % à 60 % parmi les immigrants de différents pays, tandis que les montants annuels moyens envoyés varient d'environ 500 \$ à près de 3 000 \$. Lorsque l'on examine les facteurs associés aux transferts de fonds, les caractéristiques financières et familiales sont toujours importantes chez les immigrants de toutes les régions du monde. En revanche, d'autres facteurs, comme le sexe et le niveau de scolarité, sont associés aux transferts de fonds chez les immigrants de certaines régions seulement.

## 1.1 Contexte

Des travaux d'envergure sont en cours aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale en vue de mesurer les flux de transferts (Haug 2007). La Banque mondiale (2006, p. 87), qui définit les transferts comme « ...la somme des transferts des travailleurs, des rémunérations des employés et des transferts des migrants » [TRADUCTION] enregistrée dans les estimations nationales de la balance des paiements, estime les flux de transferts enregistrés à destination des pays en développement à 167 milliards de dollars américains en 2005. Ce montant est probablement sous-estimé, puisque l'on omet souvent d'enregistrer dans les estimations officielles certains transferts acheminés par des moyens formels, notamment par les bureaux de poste ou les bureaux de change, ainsi que les transferts inférieurs à un seuil donné. De plus, on néglige souvent d'enregistrer les transferts effectués par des moyens informels, comme ceux remis par des parents ou amis. La Banque mondiale estime que les transferts non enregistrés pourraient ajouter 50 % ou plus au total.

Les transferts représentent une source importante de revenus étrangers pour les pays en développement. En termes absolus, l'Inde (21,7 milliards de dollars américains), la Chine (21,4 milliards de dollars américains) et le Mexique (18,1 milliards de dollars américains) figurent en tête de liste parmi les pays qui reçoivent le plus de transferts (Banque mondiale, 2006). En termes proportionnels, l'importance des transferts pour bon nombre de petits pays est

manifeste. Par exemple, les transferts représentent de 20 % à 30 % environ du produit intérieur brut (PIB) aux Tonga, en Moldova, au Lesotho, en Haïti, en Bosnie-Herzégovine et en Jordanie, et de 10 % à 19 % approximativement du PIB dans plusieurs autres pays, notamment la Jamaïque, l'El Salvador, les Philippines, la République dominicaine, le Liban et le Népal.

L'importance des transferts peut également être documentée par rapport aux industries nationales. Par exemple, la Banque interaméricaine de développement (BID, 2004a, p. 11) indique que les transferts au Mexique «...représentent davantage que les revenus totaux du tourisme du pays, les deux tiers de la valeur des exportations de pétrole, et environ 180 % des exportations agricoles du pays» [TRADUCTION]. Dans une perspective plus large, la Banque mondiale (2006, p. 88) révèle que dans 28 pays, les transferts «...dépassent les revenus générés par l'exportation des principaux produits de base» [TRADUCTION]. Les transferts dépassent également l'aide au développement à l'étranger et les investissements directs étrangers dans bien des pays.

Les estimations enregistrées des flux de transfert à destination des pays en développement indiquent une augmentation marquée au cours des dernières années, en hausse de 73 % de 2001 à 2005. Cette tendance est manifeste dans de nombreux pays (Banque mondiale, 2006). Plusieurs facteurs jouent probablement un rôle, notamment les améliorations apportées à la collecte des données, le passage des transferts des réseaux informels aux réseaux formels, ainsi que l'évolution de l'industrie des transferts (Banque mondiale, 2006; Orozco, 2006).

## 1.2 Objectif et fondement

L'objectif du présent document est de s'appuyer sur les données récemment diffusées de l'ELIC pour examiner les activités de transfert de fonds des immigrants provenant de divers pays d'origine et déterminer les caractéristiques socioéconomiques associées à de telles activités.

Jusqu'à maintenant, les données recueillies auprès des ménages canadiens sur les transferts étaient très limitées, et seules quelques études avaient été réalisées (par exemple, voir Hernández-Coss, 2006; Simmons, Plaza et Piché, 2005; Hamza, 2006; CIC, 2004). La situation est tout à fait différente aux États-Unis, où le corridor bien développé des transferts entre les États-Unis et l'Amérique latine a fait l'objet de beaucoup de recherches au fil des ans. De même, les recherches sur les activités de transfert en Australie et en Nouvelle-Zélande remontent à plus de deux décennies. Bien qu'une grande partie des recherches effectuées au Canada s'intéressent encore au marché du travail et aux caractéristiques des nouveaux immigrants,<sup>1</sup> on ne s'attarde guère à leurs dépenses, dont les transferts de fonds sont une composante. Les préférences et/ou les obligations des nouveaux immigrants de transférer des fonds à des membres de leur famille à l'étranger peuvent avoir une incidence sur d'autres aspects de l'établissement, comme les décisions en matière de logement ou d'emploi. De plus, même si les taux élevés de faible revenu chez les nouveaux immigrants reflètent les contraintes financières que doivent souvent surmonter les nouveaux Canadiens, ces chiffres ne tiennent pas compte du fait que le revenu des ménages peut être utilisé pour soutenir les membres de la famille à l'étranger.

---

1. On a accordé beaucoup d'importance à leurs trajectoires de revenus après leur arrivée, au rendement économique de leurs titres et de leur expérience acquis à l'étranger, à leur capacité de se trouver un emploi dans leur domaine de spécialisation et à leur incidence de faible revenu. Pour une révision, voir Picot (2004).



D'une perspective macroéconomique, les données des ménages sur les transferts nous permettent de mieux comprendre les flux financiers et jouent un rôle dans l'élaboration de concepts et de mesures pour les systèmes de comptabilité nationale et de balance des paiements (Haug, 2007). Sur la scène internationale, les organismes tels que le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement (BID) s'intéressent aux caractéristiques institutionnelles des corridors de transferts bilatéraux. Par exemple, Hernández-Coss (2005, p. 2) indique que « ...l'on s'efforce actuellement d'amener les utilisateurs [les expéditeurs d'argent] de passer des systèmes informels aux systèmes formels, de manière à accroître la transparence des flux de transferts et à améliorer leur contribution au développement du pays récipiendaire » [TRADUCTION]. Le Fonds multilatéral d'investissement de la BID cite l'amélioration de la documentation sur l'importance des transferts, la réduction des coûts des transactions et l'amélioration de l'effet des transferts sur le développement comme objectifs clés. Les renseignements sur le processus de transfert, du « premier kilomètre », où les décisions sont entre les mains des expéditeurs de transferts de fonds, au « dernier kilomètre » où les fonds sont entre les mains des récipiendaires, sont nécessaires pour brosser un tableau exhaustif de ce phénomène complexe. La perspective internationale élargie des habitudes de transfert de fonds offertes par l'ELIC est un outil précieux dans ce contexte.

Le présent document est divisé en plusieurs sections. Dans la section 2, un examen de la documentation est présenté au moyen d'une approche semblable à celle utilisée par Menjivar et coll. (1998). Les facteurs qui pourraient être associés aux habitudes de transfert sont soulevés dans la perspective des caractéristiques démographiques, de la capacité financière, des obligations envers la famille, des caractéristiques de la migration, de la participation organisationnelle et du pays d'origine. Dans la section 3, on aborde la source des données, la méthodologie et les variables utilisées dans l'étude. La section 4 présente les résultats de l'analyse. Une série de statistiques descriptives est présentée en premier lieu, suivie des résultats de plusieurs modèles multivariés. Dans la section 5, les principales conclusions et conséquences de notre analyse sont soulevées.

## **2 Examen de la documentation et cadre conceptuel**

La documentation au sujet des conséquences des transferts sur les pays récipiendaires est abondante et continue de s'enrichir (par exemple, voir Banque mondiale, 2007; Acosta, Fajnzylber et Lopez, 2007). Dans le présent document, l'examen de cette documentation ne fait pas partie de nos objectifs; nous nous attardons plutôt aux études sur les expéditeurs de transferts.

### **2.1 Caractéristiques démographiques**

Plusieurs études examinent la corrélation entre les caractéristiques démographiques et les habitudes de transfert de fonds. Il n'existe pas de tendance manifeste entre les femmes et les hommes. Vanwey (2004) et Lucas et Stark (1985) suggèrent que les femmes ont tendance à transférer plus souvent que les hommes, tandis que Massey et Parrado (1994) proposent que les femmes transfèrent moins souvent. Étant donné que ces trois études ont trait aux femmes et aux hommes de la Thaïlande, du Botswana et du Mexique, l'incohérence des résultats peut être attribuée aux différences culturelles d'un pays à l'autre. Pour ce qui est de l'âge, Menjivar et coll.

(1998) avancent qu'il existe une relation en U entre l'âge et l'incidence des transferts; autrement dit, ils soutiennent que les transferts sont plus courants chez les immigrants les plus et les moins âgés, et moins courants chez les immigrants d'âge moyen. À l'inverse, parmi les immigrants qui transfèrent des fonds, il existerait selon Menjivar et coll. une relation en U inversé entre l'âge et le montant moyen envoyé, les immigrants en fin de trentaine transférant les plus gros montants. Menjivar et coll. suggèrent qu'il s'agit là du profil âge-revenus.

## **2.2 La capacité financière de transférer des fonds**

Tous les documents sur les transferts de fonds ont un thème commun : en supposant que toutes les autres caractéristiques sont égales, les ménages sont plus susceptibles de faire des transferts et d'envoyer des montants plus élevés lorsqu'ils ont la capacité financière de le faire. Ce phénomène est documenté par la corrélation positive entre le revenu du ménage et les transferts, ainsi que l'emploi à temps plein et les transferts (Menjivar et coll., 1998; Brown et Poirine, 2005; Funkhouser, 1995). En outre, Menjivar et coll. (1998) soutiennent que, bien que l'accession à la propriété ne soit pas corrélée avec la probabilité des transferts, elle est corrélée négativement avec le montant transféré. Certains en concluent que l'accession à la propriété est associée à des coûts de logement plus élevés que dans le cas de la location — compte tenu de l'assurance, des impôts fonciers et de l'entretien — ce qui réduit les sommes disponibles pour envoyer à l'étranger. Par contre, les personnes qui achètent une maison peuvent être moins susceptibles de retourner dans leur pays d'origine et donc, de faire des transferts.

En plus des ressources financières actuelles, les habitudes de transfert de fonds peuvent aussi être associées aux revenus potentiels, tels que mesurés par les caractéristiques du capital humain. Dans ce cas-ci, la preuve est mitigée. Funkhouser (1995) suggère que les niveaux de scolarité plus élevés sont corrélés négativement avec l'incidence des transferts, mais chez les migrants qui font des transferts, ceux qui ont des niveaux de scolarité plus élevés envoient plus d'argent. Massey et Basem (1992) soutiennent que les facteurs de capital humain ne sont pas corrélés avec la décision de transférer, mais plutôt avec le montant transféré. À l'inverse, Menjivar et coll. (1998) ne voient aucune corrélation significative entre les mesures du capital humain — y compris la scolarité et les compétences linguistiques en anglais — et les habitudes de transfert.

Théoriquement, la relation entre la scolarité et les transferts peut aller d'un côté ou de l'autre. Étant donné la corrélation positive entre le niveau de scolarité et la réussite sur le marché du travail, les immigrants plus érudits peuvent être plus susceptibles de faire des transferts parce qu'ils ont la capacité financière de le faire. Par ailleurs, les immigrants ayant des niveaux de scolarité plus élevés proviennent peut-être de familles qui sont plus à l'aise financièrement et qui ont donc pas besoin d'autant de soutien financier de l'étranger. Il se peut également que les immigrants qui ont un niveau de scolarité plus élevé aient les moyens financiers d'emmener des membres de leur famille au moment de leur migration, ce qui réduit leurs obligations envers les membres de leur famille à l'étranger.

## **2.3 Obligations envers la famille**

La présence d'enfants, de parents ou d'autres membres de la famille de l'immigrant dans le pays d'origine ou au Canada est un facteur déterminant des transferts. Plusieurs études révèlent que les transferts sont plus susceptibles d'être effectués lorsque des membres de la famille immédiate

demeurent encore dans le pays d'origine (par exemple, Vanwey, 2004; Funkhouser, 1995; Menjivar et coll., 1998; Stanwix et Connell, 1995; Vete, 1995;). À l'inverse, la prévalence des transferts est inversement proportionnelle à la présence de membres de la famille dans le pays d'accueil (Menjivar et coll., 1998).

En plus de la présence de membres de la famille à l'étranger, les habitudes de transfert de fonds peuvent également être influencées par les circonstances financières de ces membres. Acosta, Fajnzylber et Lopez (2007) documentent les caractéristiques du revenu des ménages bénéficiaires de transferts dans 11 pays de l'Amérique latine. Ils soutiennent que dans bien des cas, les ménages qui reçoivent des transferts sont concentrés dans la fourchette de revenu inférieure (sans transfert). Au Mexique, par exemple, 61 % des ménages bénéficiaires de transferts sont dans le quintile de revenu inférieur, tandis qu'au Paraguay, cette proportion est de 42 %. Parmi les autres pays de l'Amérique latine où les bénéficiaires de transferts ont tendance à être pauvres, mentionnons l'El Salvador, le Guatemala, l'Équateur et le Paraguay. Dans certains pays, les bénéficiaires des transferts ont tendance à être répartis plus uniformément dans les quintiles de revenus (notamment au Honduras et en République dominicaine), tandis qu'ailleurs, par exemple au Pérou et au Nicaragua, les bénéficiaires des transferts ont tendance à faire partie de la fourchette de revenu supérieure (Acosta, Fajnzylber et Lopez, 2007). Dans l'ensemble, ces données révèlent plusieurs cas où des transferts sont reçus par des familles dans le besoin, mais elles indiquent aussi des variations d'un bout à l'autre du pays à cet égard.

Plusieurs études macroéconomiques ont démontré une relation positive entre les flux de transfert et les perspectives économiques ou les difficultés financières dans les pays d'origine (Bouhga-Hagbe, 2006; Niimi et Özden, 2006). Par exemple, dans leur étude auprès de 85 pays, Niimi et Özden (2006, p. 11) indiquent que les petites économies intérieures offrent « ...des perspectives relativement limitées en matière d'activités économiques, et que les migrants doivent transférer de plus grosses sommes pour soutenir leur famille dans leur pays d'origine ». Ils soutiennent également que « ...les migrants de pays pauvres envoient de plus grosses sommes d'argent à leur famille dans leur pays d'origine, comme on pouvait s'y attendre » [TRADUCTION]<sup>2</sup>. Dans ce contexte, on suggère souvent que les flux de transfert sont contracycliques, les migrants à l'étranger envoyant plus d'argent aux membres de leur famille dans leur pays d'origine en cas de difficultés financières là-bas. Cependant, une comparaison des flux de transfert vers 12 pays en développement pendant leurs cycles économiques de 1976 à 2003 révèle que la nature contracyclique des rentrées de transferts n'est pas souvent respectée (Sayan, 2006).

## 2.4 Caractéristiques de la migration

Les circonstances et les caractéristiques de la migration peuvent influencer sur les habitudes de transfert de fonds de diverses façons, y compris les motivations de la migration, les intentions de retourner au pays d'origine, la période écoulée depuis l'immigration et le nombre d'émigrants qui quittent le ménage d'origine.

Les raisons et les circonstances du départ du pays d'origine peuvent être corrélées avec les habitudes de transfert de fonds. Les personnes qui doivent fuir leur pays d'origine en raison d'une guerre ou de la persécution peuvent partir très rapidement et n'ont pas nécessairement

---

2. Voir aussi Bouhga-Hagbe (2006).

l'occasion ou les moyens d'emmener d'autres membres de la famille. Par conséquent, ils peuvent avoir la responsabilité de soutenir les personnes laissées en arrière. De même, « ...les personnes qui migrent pour élargir leurs perspectives économiques peuvent être financièrement responsables d'enfants ou de parents à charge dans leur pays d'origine... » [TRADUCTION] (Menjívar et coll., 1998, p. 103). Menjívar et coll. (1998) émettent l'hypothèse que ces facteurs pourraient être positivement corrélés avec les transferts, mais ils constatent qu'il n'existe aucune corrélation de ce genre chez les immigrants salvadoriens et philippins.

L'intention ou non de retourner dans leur pays d'origine pour les migrants est un autre facteur associé avec les habitudes de transfert de fonds. On suppose en général que les travailleurs temporaires transfèrent une plus grande proportion de leur revenu que les migrants permanents (Banque mondiale, 2006, 92–93; Vete, 1995; Diaz-Briquets et Pérez-Lopez, 1997). Ce phénomène peut être attribué à une stratégie économique concertée de la part des familles qui décident d'envoyer des membres à l'étranger pendant une période limitée pour accroître les ressources financières de la famille. Les migrants qui ont l'intention de retourner dans leur pays d'origine peuvent également faire des transferts afin d'investir dans leur propre avenir financier ou d'améliorer leur statut social (Ali, 2007) ou leurs perspectives de mariage à leur retour (Xiang, 2001). Brown et Poirine (2005) constatent que la probabilité des transferts et les montants envoyés à des enfants et à des parents sont significativement associés avec les intentions de retourner dans le pays d'origine. De même, Menjívar et coll. (1998) indiquent que les projets de résidence permanente dans le pays d'accueil sont négativement corrélés avec la décision de transférer des fonds, mais il n'y a pas de corrélation significative avec le montant transféré.

Le temps passé dans le pays d'accueil est une autre caractéristique de la migration souvent associée aux transferts de fonds. La Banque interaméricaine de développement révèle que chez les migrants Latino-Américains aux États-Unis, l'incidence des transferts est la plus élevée chez ceux qui sont arrivés le plus récemment (BID, 2004). Les immigrants qui sont dans le pays d'accueil depuis plus longtemps peuvent être moins susceptibles de faire des transferts, parce que leurs liens avec leur pays d'origine peuvent s'être effrités ou parce que les membres de leur famille ont eu assez de temps pour les rejoindre dans le pays d'accueil. Menjívar et coll. (1998) soutiennent que le temps passé aux États-Unis est négativement corrélé avec la décision de transférer des fonds à l'étranger, mais qu'il n'y a pas de corrélation avec le montant envoyé. Funkhouser (1995) constate que les résultats sont variables chez les immigrants salvadoriens et nicaraguayens aux États-Unis, en partie en fonction de leur relation avec le ménage bénéficiaire.

Les comportements de migration des ménages dans le pays d'origine sont un dernier facteur à considérer pour les transferts. Plus précisément, Funkhouser (1995, p. 141) indique que « lorsqu'un ménage contient davantage d'émigrants adultes [dans le pays d'origine], le premier émigrant déclaré est moins susceptible de faire des transferts et envoie moins d'argent, en supposant que tous les autres facteurs sont égaux. Toutefois, le ménage duquel un plus grand nombre d'adultes ont émigré a tendance à recevoir plus d'argent au total de l'étranger » [TRADUCTION].

## 2.5 Participation aux activités d'un organisme

En plus des liens familiaux que les immigrants conservent avec leur pays d'origine, d'autres liens peuvent exister. Par exemple, plusieurs chercheurs documentent les liens qu'entretiennent certains groupes de migrants avec des organismes de leur pays et de leur communauté d'origine (Orozco, 2002; Levitt, 1997). Les associations de la municipalité d'origine en sont un exemple, composées de migrants qui coordonnent leurs efforts pour appuyer des objectifs dans leur pays d'origine, comme les campagnes de financement pour des œuvres de charité et l'élaboration d'infrastructures — comme les parcs, l'équipement de santé et les bibliothèques. Orozco (2002, p. 48) suggère que « ...les expéditeurs de transferts créent des associations avec leur municipalité d'origine pour coordonner leur soutien non seulement aux membres de leur famille, mais aussi à leur ville » [TRADUCTION]. De même, Simmons, Plaza et Piché (2005) soulignent le rôle que jouent les programmes de soutien inter-églises dans les activités de transfert de fonds des Jamaïcains à Toronto et des Haïtiens à Montréal.

## 2.6 Région ou pays d'origine

En plus des facteurs susmentionnés, les habitudes de transfert de fonds peuvent également varier en fonction du pays d'origine des immigrants. Il y a de vastes différences au niveau des caractéristiques institutionnelles des corridors de transfert et de la facilité et de la transparence avec lesquels les fonds peuvent être envoyés. La Banque mondiale estime que plus de 80 % des transferts expédiés en République dominicaine, au Guatemala et au El Salvador sont envoyés par des moyens formels, comme les banques et les compagnies de transfert d'argent telles que Western Union, tandis que plus la moitié des transferts envoyés au Bangladesh et en Ouganda sont expédiés par des moyens informels, comme les entreprises non réglementées et la famille et les amis (Banque mondiale, 2006). Dans une étude canadienne qui pourrait bien être la seule sur ce sujet, Hernández-Coss (2005, p. 3) indique que le corridor de transfert Canada-Vietnam « ...est petit en termes absolus et qu'il est encore au premier stade du passage des systèmes informels aux systèmes formels » [TRADUCTION].

Les coûts varient également. Orozco (2006) indique que dans les corridors de transfert bien développés entre les États-Unis et l'Amérique latine, les coûts rattachés à l'envoi de 200 dollars américains fluctuent : 3,9 % en Équateur, 6,0 % au Mexique, 8,2 % en Jamaïque et 12,0 % à Cuba. Le nombre d'entreprises de ces pays qui œuvrent dans les industries de transfert d'argent fluctue également (Orozco, 2006).

Des études macro-économiques ont examiné la corrélation entre les flux de transfert et d'autres caractéristiques nationales, comme le taux d'intérêt et les taux de change différentiels entre les pays qui envoient et qui reçoivent des transferts, et le niveau de développement du secteur financier des pays bénéficiaires des transferts (par exemple, El-Sakka et McNabb, 1999; Freund et Spatafora, 2005; Niimi et Özden, 2006). Le débat se poursuit sur les conséquences de ces caractéristiques sur les flux de transfert.

Les différences culturelles entre les pays d'origine peuvent également influencer sur les habitudes de transfert de fonds. Par exemple, Vanwey (2004) indique que les Thaïlandaises sont plus susceptibles que les Thaïlandais de faire des transferts et soutient que ce phénomène est attribuable aux normes religieuses et culturelles au sujet des rôles des hommes et des femmes.

Les raisons qui motivent à envoyer de l'argent aux membres de la famille dans le pays d'origine sont le dernier thème de la documentation sur les transferts (Brown et Poirine, 2005; Vanwey, 2004; Lucas et Stark, 1985; Stark et Lucas, 1988). Les approches théoriques de cette question peuvent être classées en deux grandes catégories : l'altruisme et l'individualisme. Les théories du comportement altruiste postulent que les migrants transfèrent des fonds pour venir en aide aux membres de leur famille dans leur pays d'origine et le font même au détriment de leur propre niveau de vie. Les théories fondées sur l'individualisme postulent que les migrants envoient de l'argent dans leur pays d'origine pour obtenir d'autres avantages, ou encore, que ces transferts constituent un remboursement (ou un paiement anticipé) d'une dette envers les membres de la famille. Par exemple, les transferts peuvent être des paiements anticipés versés par des enfants adultes à leurs parents en prévision de rentrées d'argent futures grâce à un héritage ou un remboursement versé aux membres de la famille pour des investissements préalables pour payer les frais de scolarité ou de migration.

Plusieurs auteurs se trouvent à mi-chemin entre ces positions. Par exemple, Brown et Poirine (2005) suggèrent la notion de « faible altruisme », où les transferts interfamiliaux sont fondés sur la disposition bienveillante des parents à l'égard de leurs enfants et la loyauté des enfants envers leurs parents. De même, Lucas et Stark (1985) proposent un modèle d'« altruisme tempéré » ou d'« individualisme constructif », où les échanges sont fondés sur des ententes implicites d'intérêt mutuel. Comme les répondants de l'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada n'ont pas eu à révéler ce qui les a motivés à envoyer de l'argent à l'étranger à leur famille ou à leurs amis, cette question n'est pas soulevée dans le présent document<sup>3</sup>.

### **3 Source des données et méthodologie**

Les données de l'étude proviennent de l'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada (ELIC). La population cible de l'enquête, qui a été réalisée conjointement par Statistique Canada et Citoyenneté et Immigration Canada (CIC), englobe tous les immigrants qui (1) sont arrivés au Canada du 1<sup>er</sup> octobre 2000 au 30 septembre 2001; (2) avaient 15 ans ou plus à leur arrivée et; (3) sont arrivés de l'étranger et ont présenté une demande par l'entremise d'une mission canadienne à l'étranger.

La base de sondage de l'ELIC était une base de données administratives sur tous les immigrants reçus du Canada tenue à jour par CIC. L'échantillon de l'ELIC a été créé au moyen d'une méthode d'échantillonnage stratifié à deux étapes. La première étape consistait à sélectionner les unités immigrantes (UI) au moyen d'une méthode de probabilité proportionnelle à la taille, et la deuxième, à sélectionner au hasard un membre au sein de chaque UI. Seul le membre sélectionné a été suivi tout au long de l'enquête. Les personnes de 15 ans et plus dans chaque UI pouvaient être sélectionnées comme répondants.

Trois questionnaires de l'ELIC ont été mis en œuvre sur le terrain pendant l'enquête. Environ 12 000 immigrants ont été interviewés d'avril 2001 à mars 2002, à peu près six mois après leur

---

3. Les études sur les raisons qui motivent les transferts de fonds s'appuient souvent sur l'information au sujet des caractéristiques des expéditeurs et des bénéficiaires des transferts. Ces derniers ne sont pas visés dans l'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada, ce qui limite encore plus la portée de l'enquête pour examiner la question.

arrivée au Canada; approximativement 9 300 des mêmes immigrants avaient déménagé et ont été interviewés en 2003, environ deux ans après leur arrivée; et à peu près 7 700 de ces mêmes immigrants avaient déménagé et ont été interviewés une troisième fois, environ quatre ans après leur arrivée. Les quelque 7 700 répondants de l'ELIC qui avaient déménagé pendant les trois cycles sont représentatifs à l'échelle nationale des quelque 157 600 immigrants récents, dont 104 400 sont des immigrants de la composante économique, 42 600 font partie de la catégorie « regroupement familial » et 9 700 sont des réfugiés.<sup>4</sup>

Pendant la deuxième et la troisième entrevue de l'ELIC, les répondants ont dû répondre à la question suivante :

« Depuis la dernière entrevue, avez-vous envoyé de l'argent à l'extérieur du Canada à de la parenté ou à des amis? »

Les répondants qui ont répondu oui ont ensuite dû répondre à la question ci-dessous :

« Quel est le montant que vous avez envoyé à l'extérieur du Canada à de la parenté ou à des amis? »

Pendant la première entrevue de l'ELIC (six mois après leur arrivée), on a seulement demandé aux répondants si, depuis leur arrivée au Canada, ils avaient envoyé de l'argent à l'extérieur du Canada à de la parenté ou à des amis; il n'était pas question du montant envoyé.

Dans la documentation de recherche, les transferts sont surtout abordés sur le plan de l'argent envoyé à des membres de la famille plutôt qu'à des amis à l'étranger. Par conséquent, nous limitons notre analyse aux répondants de l'ELIC dont certains membres de la famille vivent à l'extérieur du Canada. Il s'ensuit l'exclusion de 256 des 7 716 répondants, soit environ 4 900 des 157 600 immigrants dans la cohorte d'arrivée. Cette exclusion n'a pratiquement aucun effet sur les estimations du modèle. De plus, les répondants qui ont envoyé moins de 100 \$ ou plus de 25 000 \$ sont exclus pour réduire les effets des valeurs aberrantes sur les estimations du modèle. Ainsi, l'exclusion subséquente de 26 autres cas donne un échantillon final de 7 434 répondants.

Puisque des questions sur les transferts ont été posées au niveau des personnes plutôt que des familles (c'est-à-dire « ... avez-vous envoyé de l'argent...? »), l'ELIC pourraient sous-estimer les activités de transfert des *familles* immigrantes. En effet, il est possible que, bien qu'un répondant de l'ELIC n'ait pas envoyé d'argent à l'étranger, un autre membre de sa famille l'ait fait. Cette situation est peut-être plus probable lorsque le répondant n'est pas le principal soutien économique de la famille — par exemple, lorsque des adolescents vivent avec leurs parents ou que des personnes âgées vivent avec leurs enfants adultes. Une variable qui indique les « principaux demandeurs » et les « conjoints et personnes à charge » dans l'unité migratoire avait

---

4. Les personnes qui ont présenté une demande et qui ont été admises à partir du Canada ont été exclues de l'Enquête, puisqu'elles pourraient avoir été au pays depuis un bon moment avant d'obtenir le droit d'établissement et pourraient donc présenter des caractéristiques d'intégration différentes de celles des personnes qui sont arrivées plus récemment. Les réfugiés qui demandent l'asile à partir du Canada ont également été exclus de l'Enquête. Les entrevues ont été réalisées dans les 15 langues parlées par environ 93 % de la population d'immigrants récents du Canada, en personne ou par téléphone lorsque l'entrevue en personne était impossible. Pour de plus amples renseignements sur l'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada, voir le Guide de l'utilisateur des microdonnées au [http://www.statcan.ca/francais/sdds/document/4422\\_D1\\_T1\\_V3\\_F.pdf](http://www.statcan.ca/francais/sdds/document/4422_D1_T1_V3_F.pdf).

été incluse dans notre analyse au départ, mais elle a été abandonnée ultérieurement parce qu'elle n'a pas donné de résultats significatifs. Au lieu de cela, une variable indiquant si le répondant était la « personne la mieux renseignée » au sujet de la situation financière de la famille est incluse. Environ les trois quarts de nos répondants (73,5 %) s'auto-identifient en tant que personne la mieux renseignée.

Trois autres remarques s'imposent au sujet de notre échantillon. D'abord, la question qui vise à savoir si les activités de transfert diminuent au fil du temps depuis l'arrivée dans le pays d'accueil peut seulement être soulevée pendant la période de quatre ans de l'enquête. Les sources de données ne sont pas disponibles pour déterminer la mesure dans laquelle les immigrants au Canada continuent d'envoyer de l'argent à l'étranger 5, 10 ou 15 ans après leur arrivée. Deuxièmement, les résidents temporaires du Canada ne sont pas inclus dans l'ELIC. L'objectif de l'enquête est de suivre l'expérience des résidents permanents pendant leurs quatre premières années au pays, et les résidents temporaires à court terme ne font pas partie du champ d'observation de l'Enquête. Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure de comparer les habitudes de transfert de fonds des résidents temporaires et des résidents permanents. En 2005, environ 160 000 ressortissants étrangers vivaient au Canada après avoir obtenu un permis de travail temporaire (CIC, 2007). Enfin, il convient de souligner que les caractéristiques et l'expérience de la cohorte d'immigrants de l'ELIC ne sont pas nécessairement les mêmes que celles des cohortes qui sont arrivées au Canada plus tôt ou plus tard. Par exemple, le repli du secteur de la haute technologie pourrait avoir eu des conséquences particulières sur les immigrants arrivés en 2000-2001, y compris leur capacité financière de transférer des fonds à l'étranger. Il serait certes utile d'estimer les tendances d'une cohorte à l'autre ou les différences entre les activités de transfert, mais nos données ne nous permettent pas de le faire.

Bien que nous reconnaissons ces contraintes, soulignons que l'ELIC comporte d'autres avantages. Elle comprend un gros échantillon représentatif d'immigrants récents de nombreux pays d'origine, ce qui rend possibles les comparaisons entre pays des habitudes de transfert de fonds au moyen de définitions et de méthodologies uniformes. Cette large perspective n'est pas disponible dans les études qui portent sur les immigrants d'un ou deux pays d'origine. De plus, la conception longitudinale de l'ELIC nous permet d'établir un décalage entre nos variables indépendantes et dépendantes, ce qui atténue les problèmes d'endogénéité. Plus précisément, deux observations sont disponibles par répondant : les transferts effectués (ou non effectués) deux ans après l'arrivée et quatre ans après l'arrivée. Pour l'observation deux ans après l'arrivée, les variables indépendantes sont mesurées au moyen du fichier de données de six mois, et pour l'observation quatre ans après l'arrivée, les variables indépendantes sont mesurées au moyen du fichier de deux ans. Bref, les variables indépendantes sont mesurées au début de la période de référence et précèdent donc la décision de transférer<sup>5</sup>.

---

5. L'une des exceptions à cette règle est le revenu, qui est estimé au milieu de chaque période de référence au moyen d'une interpolation linéaire.



### 3.1 Variables indépendantes

Les variables indépendantes de chacun des cinq domaines conceptuels susmentionnés sont incluses dans le modèle<sup>6</sup>. La capacité financière est mesurée en fonction du revenu familial, de la situation d'emploi du répondant et de la valeur des économies à l'étranger. Un indicateur révélant si le répondant est la personne la mieux renseignée au sujet du revenu de la famille est également inclus, comme susmentionné<sup>7</sup>.

Le capital humain est mesuré par le niveau de scolarité à l'arrivée au Canada. Les compétences linguistiques autoévaluées en anglais et en français étaient incluses dans les versions antérieures de l'analyse, mais ont été exclues par la suite parce qu'elles ne donnaient pas de résultats significatifs. Une variable sur le lieu de résidence indiquant les résidents de Montréal, de Toronto, de Vancouver, de Calgary/d'Edmonton et d'autres régions est incluse.

L'information détaillée sur l'emplacement de tous les membres de la famille de chacun des immigrants n'est pas disponible dans l'ELIC. La grande majorité des répondants de l'ELIC (98 %) indiquent que certains membres de leur famille vivent à l'étranger, mais les relations avec ces membres ne sont pas précisées. Deux variables sur la famille sont incluses dans nos modèles : le nombre d'enfants qui vivent dans le ménage du répondant et le parrainage par le répondant (ou l'intention de parrainer) (i) un conjoint ou un ou plusieurs enfants ou (ii) des parents ou des grands-parents pour les faire venir au Canada<sup>8</sup>.

En ce qui concerne les caractéristiques de la migration, la catégorie d'admission au Canada est incluse dans nos modèles. Les personnes sont admises au Canada à titre de résidents permanents par l'entremise de trois grandes catégories d'admission : les immigrants de la composante économique, ceux de la catégorie « regroupement familial » et les réfugiés. Les demandeurs principaux de la composante économique sont sélectionnés en raison de leurs compétences et de leurs capacités, qui leur permettront de contribuer à l'économie du Canada, et sont évalués en fonction du niveau de scolarité, des capacités linguistiques et d'autres facteurs. Étant donné que les augmentations salariales des immigrants de la composante économique dépassent de loin celles des immigrants de la catégorie « regroupement familial » et des réfugiés dans les années suivant leur arrivée (Chui et Tran, 2003), ils pourraient être plus susceptibles de faire des

---

6. Nos modèles multivariés de départ comprenaient plus de 20 variables indépendantes, dont de nombreuses n'ont pas donné lieu à des résultats statistiques significatifs. Ils ont ensuite été exclus de notre analyse par souci d'efficacité et de parcimonie. Les variables qui ont été exclues sont documentées dans les notes de bas de page de la présente section à l'intention des lecteurs susceptibles de s'y intéresser.

7. Dans les versions précédentes de l'analyse, les dépenses du logement en tant que pourcentage du revenu familial étaient également incluses. Une corrélation négative importante a été décelée entre ces dépenses et, d'une part, la probabilité de transfert et, d'autre part, le montant envoyé. Toutefois, les décisions en matière de logement prises par un immigrant peuvent être influencées par sa décision de faire des transferts ou par son intention d'en faire ultérieurement. Par conséquent, les dépenses du logement peuvent être une *conséquence* des décisions de transfert plutôt qu'un *facteur déterminant* de ces décisions. Étant donné cette endogénéité potentielle, la variable sur les dépenses du logement a été exclue de nos modèles définitifs.

8. Les répondants qui parrainent leur conjoint, leurs enfants, leurs parents ou leurs grands-parents ou qui ont l'intention de le faire ont été classés dans la catégorie « parrainage du conjoint ou d'un enfant ». Moins de 50 répondants se trouvaient dans cette situation. L'état matrimonial était inclus dans les versions précédentes de l'analyse, mais il n'a pas donné de résultats significatifs et a été exclu par la suite.

transferts de fonds et d'envoyer de grosses sommes d'argent en raison de leur plus grande capacité financière de le faire<sup>9</sup>.

Pour ce qui est de l'appartenance à un organisme, les répondants de l'ELIC doivent indiquer s'ils sont devenus membres de divers groupes et organismes ou s'ils ont pris part aux activités de ces groupes et organismes depuis leur dernière entrevue. Deux variables nominales sont incluses pour désigner les répondants qui ont participé aux activités (i) d'une église ou d'un autre groupe religieux ou (ii) d'une association ethnique ou d'immigrants ou qui en sont devenus membres, et ceux qui ne l'ont pas fait<sup>10</sup>.

La région d'origine est incluse dans notre analyse de deux façons. Premièrement, les modèles de régression fondés sur un échantillon combiné de tous les répondants sont présentés, et neuf régions du monde sont indiquées par une série de variables nominales. Deuxièmement, des modèles de régression distincts sont exécutés auprès des répondants de chacune de ces neuf régions. Enfin, le produit intérieur brut par habitant dans le pays d'origine du répondant est inclus.

Notre analyse multivariée comprend une régression logistique sur la probabilité des transferts et une régression des moindres carrés ordinaires sur le logarithme naturel du montant transféré. Les coefficients des régressions logistiques ont été convertis en probabilités prédites pour faciliter l'interprétation<sup>11</sup>. Les coefficients du logarithme naturel du montant envoyé arrondissent les différences en pourcentage et sont abordés dans ces termes pour faciliter la présentation. Tous les modèles sont calculés au moyen des poids bootstrap pour corriger les estimations de la variance en fonction du plan d'enquête : une technique appelée estimation de variance fondée sur le plan de sondage<sup>12</sup>.

---

9. Dans les versions précédentes des modèles multivariés, la variable était incluse pour indiquer l'unique raison la plus importante qui a amené les répondants à s'établir au Canada; plus précisément, il s'agissait de motifs économiques, familiaux, de guerre ou de libertés politiques et d'autres raisons. Ces variables n'ont pas donné de résultats significatifs et ont été exclues.

10. Une troisième variable indiquant la participation aux activités de tout autre type de groupe ou d'organisme avait aussi été incluse au départ, mais n'a pas donné de résultats significatifs.

11. On a estimé les probabilités prédites pour chaque variable indépendante en établissant les autres variables indépendantes à leurs valeurs moyennes.

12. Certains chercheurs ont utilisé le modèle de sélection de Heckman (1979) pour tenir compte de la possibilité que l'échantillon d'immigrants qui font des transferts de fonds soit un échantillon sélectif des personnes qui auraient pu faire des transferts (Funkhouser, 1995; Brown et Piorine, 2005). Plusieurs modèles de Heckman ont été utilisés au moyen de différentes spécifications pour régler ce problème, mais aucune preuve de sélectivité n'a été décelée. Nos résultats concordent avec plusieurs études qui indiquent également que les effets de sélection sont modestes ou non statistiquement significatifs (Menjivar et coll., 1998; Funkhouser, 1995).

## 4 Résultats

### 4.1 Résultats descriptifs

Une importante minorité d'immigrants de la cohorte d'arrivée de 2000-2001 ont envoyé de l'argent à de la parenté ou à des amis à l'étranger pendant leurs quatre premières années au Canada. Au cours de la période de 6 à 24 mois après leur arrivée, 23 % des immigrants ont fait des transferts, et durant la période de 25 à 48 mois après leur arrivée, 29 % ont fait de même (tableau 1). On rappelle aux lecteurs que ces deux périodes de référence ne sont pas de la même durée (c.-à-d. 18 et 24 mois respectivement). Les renseignements combinés des deux premières vagues de l'ELIC indiquent que 28 % des immigrants ont transféré des fonds à l'étranger dans les 24 mois suivant leur arrivée, ce qui représente presque la même proportion que celle des immigrants qui ont fait de même pendant la période subséquente de 24 mois. Enfin, 41 % des répondants de l'ELIC ont transféré des fonds au moins une fois pendant leurs 48 premiers mois au Canada.

Parmi les immigrants qui ont fait des transferts, le montant moyen envoyé pendant la première période de référence — de 6 à 24 mois après leur arrivée — était de 2 500 \$, tandis que le montant moyen envoyé pendant la deuxième période de référence — de 25 à 48 mois après l'arrivée — se chiffrait à 2 900 \$<sup>13</sup>. Ces moyennes correspondent à des périodes de référence de durées différentes. Si l'on suppose que le montant total envoyé a été distribué équitablement pendant la période de référence, les transferts annuels pendant la troisième et la quatrième année au Canada étaient de 1 450 \$. Ce montant est comparable aux estimations déclarées par Simmons, Plaza et Piché (2005), qui ont constaté que les immigrants haïtiens et jamaïcains qui font des transferts envoient de 1 000 \$ à 1 400 \$ par année environ.

Le degré de variabilité des habitudes de transfert de fonds des immigrants selon leur région de naissance est manifeste dans le tableau 1. Plus de la moitié des répondants de l'ELIC de l'Asie du Sud-Est et des Caraïbes et de la Guyana ont envoyé de l'argent dans leur pays d'origine de 25 à 48 mois après leur arrivée, tandis que c'était le cas d'environ 40 % des immigrants de l'Afrique subsaharienne et de l'Europe orientale. Environ un quart des répondants de l'Asie du Sud et de l'Amérique centrale et du Sud ont envoyé de l'argent dans leur pays d'origine pendant cette période, tandis qu'environ un cinquième de ceux de l'Asie orientale et de ceux de l'Asie occidentale, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord l'ont fait.

Chez les immigrants qui ont fait des transferts de 25 à 48 mois après leur arrivée, le montant moyen envoyé s'établissait à 2 900 \$, mais encore une fois, les différences régionales sont manifestes : les immigrants de l'Asie orientale qui ont fait des transferts ont envoyé en moyenne

---

13. Tous les montants ont été arrondis à la centaine de dollars près. Les montants des transferts déclarés deux ans et quatre ans après l'arrivée n'ont pas été corrigés pour tenir compte de l'inflation. Les questions au sujet des transferts de fonds et des montants envoyés ont été incluses dans la section sur le revenu du questionnaire de l'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada. Cette section comprend de nombreuses questions au sujet du revenu du répondant et de sa famille et vise la période de 12 mois précédant l'entrevue. À la fin de la section, on demande aux répondants s'ils ont envoyé de l'argent à l'étranger depuis leur dernière entrevue et, le cas échéant, combien d'argent ils ont envoyé. Ici, la période de référence varie des 12 mois précédant l'enquête à la période de 18 ou de 24 mois précédant l'enquête (la durée varie entre les vagues 2 et 3). Étant donné le changement subit des périodes de référence, nous ne savons pas avec certitude si les montants de transfert déclarés par les répondants se rapportaient à une période de référence de 12 mois ou de 18 ou de 24 mois.

3 900 \$ pendant la période de référence de 24 mois, tandis que les immigrants des Caraïbes et de la Guyana ont envoyé en moyenne moins de la moitié de ce montant (1 600 \$).

Chez les répondants de l'ELIC, l'incidence des transferts est à son paroxysme dans les pays qui ont un produit intérieur brut (PIB) par habitant plus faible. Pendant la période de 25 à 48 mois après leur arrivée, de 35 % à 37 % des immigrants de pays dont le PIB par habitant est inférieur à 4 000 \$ ont fait des transferts, comparativement à seulement 11 % des immigrants de pays dont le PIB par habitant est de 15 000 \$ ou plus. L'une des interprétations possibles est que les membres de la famille des immigrants qui proviennent de pays plus pauvres ont davantage besoin de soutien financier que les membres de la famille des immigrants des pays plus à l'aise, ce qui signifie que les immigrants de pays pauvres sont plus susceptibles de faire des transferts. Cela dit, la relation entre le PIB par habitant et l'incidence des transferts est relativement stable entre ces deux extrêmes et oscille entre environ 25 % et 30 %. En cas de transfert, la relation constante entre le PIB par habitant et les montants moyens envoyés n'est pas évidente dans les statistiques descriptives indiquées dans le tableau 1.

Lorsque l'on examine les comparaisons selon le pays de naissance, on constate que la variabilité des habitudes de transfert de fonds est particulièrement frappante. Comme on l'a indiqué dans la figure 1, 60 % des immigrants des Philippines et d'Haïti ont fait des transferts de deux à quatre ans après leur arrivée<sup>14</sup>, tandis qu'environ 40 % à 50 % des immigrants de la Jamaïque, du Nigeria, de la Roumanie, de la Guyana et de l'Ukraine ont fait de même. De toute évidence, les transferts sont faits par de nombreux immigrants récents d'un ensemble diversifié de régions du monde. La France, le Royaume-Uni et la Corée du Sud — trois pays industrialisés — sont au bas de la distribution indiquée dans la figure 1.

Lorsque l'on examine les montants d'argent moyens envoyés à l'étranger, on constate que les expéditeurs de 11 des 24 pays indiqués dans la figure 2 ont envoyé de 1 700 \$ à 2 200 \$, et les expéditeurs de 7 autres pays ont envoyé de 2 700 \$ à 3 700 \$. Bien que moins de 20 % des immigrants des États-Unis aient envoyé de l'argent dans leur pays d'origine, le montant moyen était très élevé en comparaison de celui envoyé par les immigrants d'autres pays, soit d'un peu moins de 6 000 \$. Cependant, les lecteurs doivent garder en tête que les intervalles de confiance relatifs à un grand nombre d'estimations sont très importants.

En ce qui concerne les catégories dans lesquelles les immigrants ont été admis au Canada, environ 30 % des immigrants des trois catégories ont fait des transferts de 25 à 48 mois après leur arrivée (tableau 2). Cependant, chez les personnes qui ont fait des transferts, les immigrants de la composante économique ont envoyé des montants relativement plus importants que les réfugiés (soit de 3 000 \$ et 1 900 \$ respectivement).

Les mesures des tendances centrales, comme les moyennes, n'en disent pas long sur l'échelle des valeurs de transfert. Comme l'indique le tableau 2, 26 % des immigrants qui ont fait des transferts pendant la période de 25 à 48 mois après leur arrivée ont envoyé moins de 500 \$.

---

14. Les estimations de la figure 1 sont calculées à partir de la moyenne des incidences du transfert à la vague 2 de l'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada (ELIC) (c.-à-d. 24 mois après l'arrivée) et à la vague 3 de l'ELIC (c.-à-d. 48 mois après l'arrivée). Cette approche réduit les erreurs types relatives aux estimations (qui sont encore importantes dans bien des cas) et simplifie la présentation des données. La même approche est utilisée pour la figure 2.

C'était le cas pour 21 % des immigrants de la composante économique, comparativement à 45 % des réfugiés. Environ la moitié des immigrants de toutes les catégories ont envoyé de 500 \$ à 2 500 \$. Au sommet de la distribution, 12 % des immigrants de la composante économique qui ont fait des transferts ont envoyé 5 000 \$ ou plus, comparativement à 5 % des réfugiés.

La mesure dans laquelle les transferts imposent un fardeau financier aux nouveaux immigrants est un enjeu de taille. Plusieurs études ont documenté les taux relativement élevés et en hausse de faible revenu chez les nouveaux immigrants (Heisz et McLeod, 2004; Picot, Hou et Coulombe, 2007). Bien que les mesures du faible revenu tiennent compte du nombre de membres de la famille qui cohabitent, elles ne tiennent pas compte du partage du revenu avec les membres de la famille qui vivent à l'extérieur du ménage, que ce soit au Canada ou à l'étranger. C'est le cas pour toutes les familles, peu importe leur statut d'immigrant. Cependant, étant donné les taux relativement élevés de faible revenu chez les nouveaux immigrants et le fait que près du tiers d'entre eux envoient de l'argent à l'étranger, leurs ressources financières pourraient être mises à plus rude épreuve que ne le suggèrent les chiffres du revenu.

Il faut adopter une approche prudente lorsque l'on soulève cette question. Comme on l'a mentionné précédemment, étant donné que le comportement de transfert se mesure en fonction des personnes plutôt que des familles ou des ménages comme unités d'analyse, les estimations des montants envoyés à l'étranger sont probablement conservatrices. En outre, les transferts comme proportion du revenu peuvent être calculés au moyen du revenu personnel total ou du revenu total de la famille économique comme dénominateur. Le revenu personnel total donne un plus fort pourcentage, mais il ne tient pas compte de l'éventuel partage des ressources financières parmi les membres de la famille. Le revenu familial total donne un plus faible pourcentage, mais il combine les unités d'analyse (transferts personnels et revenu familial). Les résultats des deux approches sont présentés dans le tableau 3 et représentent des estimations conservatrices des limites inférieures et supérieures des transferts comme proportion du revenu. Pendant la deuxième année au Canada, les transferts représentaient 7,5 % du revenu personnel total des expéditeurs et 3,4 % de leur revenu familial total, sur une base annualisée moyenne. Deux ans plus tard, les transferts représentaient 5,9 % et 2,9 % du revenu personnel total et du revenu familial total des expéditeurs<sup>15</sup>.

Si l'on tient compte de tous les immigrants de notre échantillon, *qu'ils aient ou non envoyé de l'argent à l'étranger*, les transferts représentaient 3,7 % et 3,4 % du revenu personnel agrégé total et 1,6 % et 1,3 % du revenu familial agrégé total deux et quatre ans après l'arrivée. Dans cette perspective, les transferts représentent une proportion relativement modeste du revenu agrégé total des nouveaux immigrants.

Néanmoins, les transferts peuvent tout de même représenter une dépense considérable pour certaines familles. Prenons l'exemple des réfugiés. Les revenus familiaux moyens des réfugiés qui ont fait des transferts de fonds pendant leur quatrième année au Canada étaient de 36 100 \$. Comme point de comparaison, le seuil de faible revenu (SFR) de 2004 avant impôt était d'un peu

---

15. Pour les immigrants qui ont fait des transferts de fonds, nous avons également calculé le revenu familial total moyen après les dépenses de logement — y compris le loyer ou l'hypothèque, les taxes et les services publics — que nous avons utilisé pour estimer les transferts comme proportion du revenu familial après les dépenses de logement. Pour les immigrants des trois catégories d'admission, les transferts représentaient de 4,0 % à 4,9 % environ du revenu familial après les dépenses de logement.

plus de 31 000 \$ pour une famille de trois personnes, et d'un peu moins de 38 000 \$ pour une famille de quatre personnes vivant dans un grand centre urbain. Le SFR représente la limite sous laquelle une famille est susceptible de consacrer une plus grande proportion de son revenu aux produits de première nécessité — nourriture, logement et vêtements — que la famille moyenne (Statistique Canada, 2006). Pour les réfugiés ayant fait des transferts, une moyenne de près de 1 000 \$ a été dépensée à partir d'un revenu familial plutôt modeste.

## **4.2 Résultats multivariés, modèle de l'échantillon combiné**

Les statistiques descriptives témoignent manifestement de l'ampleur des différences entre les habitudes de transfert de fonds à l'échelle internationale. Ces différences reflètent en partie les différentes caractéristiques et expériences des personnes de différents pays d'origine, ce sur quoi nous porterons maintenant notre attention. Nous présentons d'abord les résultats d'une régression logistique et d'une régression des moindres carrés ordinaires en fonction de notre échantillon combiné. Les caractéristiques de la composition des immigrants dans l'échantillon combiné sont indiquées dans le tableau 5.

### **4.2.1 Caractéristiques démographiques**

Lorsque l'on examine les caractéristiques démographiques, on constate une modeste corrélation entre le sexe et les habitudes de transfert de fonds (tableau 4), les probabilités prédites de transfert — après prise en compte des autres caractéristiques observées — se chiffrant à 26 % pour les hommes et 23 % pour les femmes. Parmi les expéditeurs, le montant envoyé par des femmes est d'environ 12 % inférieur à celui envoyé par des hommes. L'âge est aussi un facteur important, puisque la probabilité prédite des transferts est la plus élevée chez les immigrants de 25 à 44 ans — environ 30 % — et la plus faible chez les groupes d'âge plus jeunes et plus âgés — moins de 20 %. Selon les transferts, les personnes de 25 à 34 ans envoient des montants plus importants que les personnes de moins de 25 ans ou de 55 ans ou plus.

### **4.2.2 Capacité financière de faire des transferts**

Comme l'indique la documentation, il existe de fortes corrélations entre les habitudes de transfert et la capacité financière. Par exemple, la probabilité prédite de faire des transferts augmente progressivement d'une catégorie de revenu familial à l'autre, de 10 % chez les immigrants de familles ayant un revenu de moins de 10 000 \$ à 36 % chez ceux de familles dont le revenu est de 70 000 \$ ou plus. En cas de transfert, les montants envoyés à l'étranger augmentent aussi progressivement d'une catégorie de revenu à l'autre. Le montant envoyé à l'étranger par les expéditeurs qui vivent dans une famille dont le revenu est de 70 000 \$ ou plus est d'environ 45 % plus élevé que le montant envoyé par les expéditeurs qui vivent dans une famille dont le revenu se situe entre 25 000 \$ et 44 999 \$.

Lorsque l'on tient compte des économies à l'étranger, les immigrants qui ont des économies de 5 000 \$ ou plus à l'extérieur du Canada sont beaucoup moins susceptibles de faire des transferts (environ 20 %) que les immigrants qui n'ont aucune économie à l'étranger (26 %). Une interprétation possible est que les immigrants qui ont des économies à l'étranger proviennent de familles plus riches que ceux qui n'en ont pas. Par conséquent, les immigrants qui ont des économies à l'étranger sont moins susceptibles de faire des transferts de fonds. Parmi les

immigrants qui font des transferts, le montant envoyé à l'étranger n'est pas corrélé avec les économies.

Comme d'autres études l'ont démontré, les immigrants qui ont un emploi à temps plein sont beaucoup plus susceptibles de faire des transferts de fonds que ceux qui ont un emploi à temps partiel ou qui sont inactifs (probabilités prédites de 29 %, 25 % et 21 % respectivement). Toutefois, la situation d'emploi n'est pas corrélée avec le montant envoyé.

La probabilité des transferts n'est pas associée de façon significative au niveau de scolarité des immigrants à leur arrivée au Canada. Cependant, en cas de transfert, les sommes envoyées à l'étranger par des immigrants ayant un diplôme d'études secondaires ou un niveau de scolarité inférieur sont de 20 % à 25 % inférieures aux montants envoyés par ceux qui ont un grade universitaire.

Enfin, le lieu de résidence est positivement corrélé avec l'incidence des transferts et les montants envoyés. La probabilité prédite des transferts varie de 21 % chez les immigrants de Montréal à 34 % chez les immigrants de Calgary ou d'Edmonton. Pendant les années 2000, les marchés du travail à Calgary et à Edmonton étaient particulièrement robustes, alimentés par les industries du pétrole et du gaz et le prix élevé des produits de base sur la scène internationale. En 2004, par exemple, le taux de chômage pour les hommes de 25 à 44 ans à Edmonton et à Calgary (3,7 et 4,4 respectivement) équivalait à environ la moitié du taux de Montréal (8,7). La plus forte incidence des transferts de fonds chez les immigrants de ces villes est probablement attribuable aux circonstances favorables du marché du travail, voire aux attentes positives à l'égard du potentiel de revenu futur. Parmi les immigrants qui ont fait des transferts, ceux qui vivaient à Calgary/Edmonton et à Vancouver ont envoyé à peu près 16 % de plus que ceux qui habitaient à Toronto.

### **4.2.3 Obligations envers la famille**

Bien que l'information de l'ELIC sur les membres de la famille à l'étranger soit limitée, la preuve disponible soutient l'hypothèse selon laquelle les habitudes de transfert de fonds dépendent des caractéristiques de la famille. La probabilité des transferts et les sommes envoyées sont corrélées négativement avec le nombre d'enfants mineurs dans le ménage. La probabilité prédite des transferts est de 18 % pour les immigrants des ménages où vivent trois enfants ou plus, comparativement à 27 % chez les immigrants de ménages sans enfant. De plus, en cas de transfert, le montant envoyé par les immigrants ayant un ou deux enfants est de 17 % à 19 % inférieur et le montant envoyé par les immigrants ayant trois enfants ou plus est inférieur de 36 % au montant envoyé par les immigrants sans enfant.

L'importance des caractéristiques familiales est également manifeste dans les intentions de parrainer des membres de la famille pour les faire venir au Canada. Les immigrants qui parrainent déjà un conjoint ou un enfant ou qui ont l'intention de le faire sont plus susceptibles de faire des transferts que les immigrants qui ne parrainent personne et qui n'ont pas l'intention de le faire (probabilités prédites de 36 % et 23 % respectivement). Ceux qui parrainent un enfant ou un parent envoient environ 23 % de plus que ceux qui ne parrainent personne. Les mêmes tendances sont manifestes chez les immigrants qui parrainent un parent ou un grand-parent : ces immigrants ont une probabilité prédite de transfert de 30 % et ils envoient environ 12 % de plus

que ceux qui ne parrainent personne. Ces résultats concordent avec ceux d'autres études qui indiquent que les immigrants qui font des transferts de fonds pour soutenir un enfant ou un conjoint ont tendance à envoyer de plus gros montants que ceux qui envoient de l'argent à d'autres membres de la famille (Stanwix et Connell, 1995).

#### **4.2.4 Caractéristiques de la migration**

Bien que les statistiques descriptives indiquent que l'incidence des transferts varie peu d'une catégorie d'immigration à l'autre, le portrait change quelque peu lorsque d'autres caractéristiques sont prises en considération. Plus précisément, la probabilité prédite de transfert de fonds est un peu plus élevée chez les immigrants de la catégorie « regroupement familial » (27 %) que chez les immigrants de la composante économique (23 %). De même, la probabilité prédite des transferts est de 28 % chez les réfugiés, bien que cette estimation dépasse légèrement le niveau de confiance de 0,1. En cas de transfert, la catégorie d'immigration n'est pas corrélée avec le montant envoyé à l'étranger.

#### **4.2.5 Participation aux activités d'un organisme**

L'une des deux variables sur la participation aux activités d'un organisme et l'appartenance à un organisme incluses dans le modèle est significative. Plus précisément, les immigrants qui appartiennent à un organisme religieux sont plus susceptibles de faire des transferts de fonds que les autres immigrants (probabilités prédites de 28 % et 24 % respectivement). L'appartenance à un organisme n'est pas corrélée avec les montants envoyés.

#### **4.2.6 Région de naissance**

Un ensemble de variables nominales inclus dans le modèle comporte des immigrants de neuf régions du monde. Ces variables indiquent les différences régionales des habitudes de transfert de fonds après déduction des caractéristiques documentées précédemment. Encore une fois, les différences sont importantes, et la probabilité prédite des transferts est la plus forte chez les immigrants de l'Asie du Sud-Est et des Caraïbes et de la Guyana (52 %), suivis des immigrants de l'Europe orientale et de l'Afrique subsaharienne (35 % et 32 %). La plus faible probabilité de transfert se retrouve chez les immigrants de l'Asie occidentale, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (16 %), de l'Amérique du Nord, de l'Europe occidentale et de l'Océanie (17 %) et de l'Asie orientale (18 %). Parmi les immigrants qui ont fait des transferts, ceux de l'Asie orientale ont envoyé les plus gros montants.

Enfin, les habitudes de transfert sont fortement associées au PIB par habitant du pays de naissance. La plus forte probabilité prédite des transferts se retrouve dans les pays dont le PIB par habitant est inférieur à 2 000 \$ (38 %), et la plus faible, dans les pays dont le PIB par habitant est de 8 000 \$ à 14 999 \$ (18 %) ou de 15 000 \$ ou plus (12 %).

### **4.3 Résultats multivariés, comparaisons régionales**

Étant donné la variation considérable des habitudes de transfert de fonds des immigrants de différentes régions, une question se pose : les corrélations du transfert sont-elles les mêmes dans toutes les régions? Autrement dit, les facteurs associés avec les transferts sont-ils « universels »,



ou varient-ils d'une région à l'autre? Pour répondre à cette question, des modèles de régression distincts sont estimés pour les immigrants de neuf régions du monde. Les lecteurs doivent garder en tête que trois de ces modèles sont fondés sur des échantillons sous-jacents de moins de 800 répondants, et que la probabilité que les coefficients de régression soient statistiquement significatifs s'en trouve réduite. Pour cette raison, nous utilisons ces modèles au moyen d'une spécification simplifiée : certaines covariables ont été exclues parce qu'elles sont corrélées avec la région — c'est le cas de la catégorie d'immigrant — tandis que d'autres, comme le nombre d'enfants, ont été regroupées en un plus petit nombre de catégories.

Plusieurs caractéristiques sont constamment corrélées avec les habitudes de transfert de fonds chez les immigrants de différentes régions d'origine (tableaux 6 et 7). Ce phénomène est particulièrement manifeste pour ce qui est de la capacité financière. La probabilité des transferts et le montant envoyé sont corrélés positivement et fortement avec le revenu familial dans sept des neuf modèles régionaux. De même, la situation d'emploi est corrélée avec la probabilité des transferts dans six des neuf modèles, mais avec le montant envoyé dans seulement deux des neuf modèles. Enfin, les économies à l'étranger sont corrélées négativement avec la probabilité des transferts dans cinq des neuf modèles, mais elles ne sont corrélées avec le montant envoyé dans aucun modèle.

Lorsque l'on examine les caractéristiques des familles, la corrélation entre la présence d'enfants et la probabilité des transferts est significative dans quatre des neuf modèles, et presque significative dans cinq modèles. La corrélation positive entre le parrainage d'un membre de la famille et la probabilité des transferts est importante dans cinq des neuf modèles, mais elle est fortement corrélée avec les montants envoyés dans seulement deux modèles.

Pour ce qui est des caractéristiques démographiques, la corrélation négative entre l'âge avancé et la probabilité des transferts est significative dans six des neuf modèles régionaux, mais la corrélation avec le montant envoyé est significative dans un seul modèle.

Dans l'ensemble, l'importance des caractéristiques financières et familiales est beaucoup plus évidente pour ce qui est de la décision de faire des transferts qu'en ce qui concerne les montants envoyés. De plus, les résultats de nos modèles suggèrent une cohérence importante entre les régions pour certains facteurs corrélés avec les habitudes de transfert de fonds, en particulier les caractéristiques financières et familiales.

Il existe plusieurs autres cas où les corrélations associées aux habitudes de transfert semblent particulièrement évidentes au sein de régions d'origine données. Par exemple, il existe une corrélation négative entre le fait d'être une femme et la possibilité de faire des transferts chez les immigrants de l'Asie du Sud et de l'Asie occidentale, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Ces corrélations ne sont pas du tout évidentes chez les immigrants des autres régions, ce qui suggère que le sexe pourrait jouer un rôle différent dans les habitudes de transfert de fonds chez les immigrants de différentes régions.

Dans la documentation de recherche, la preuve sur l'importance et la direction de la corrélation entre la scolarité et les transferts est mitigée. C'est également le cas de nos résultats. Parmi les immigrants de l'Europe orientale, ceux qui n'ont pas terminé leurs études secondaires sont moins susceptibles de faire des transferts que ceux qui ont un grade universitaire. De même, chez les

immigrants des Caraïbes et de la Guyana, ceux qui détiennent des titres scolaires du niveau postsecondaire sont moins susceptibles de faire des transferts que ceux qui ont un grade universitaire. La corrélation est inversée chez les immigrants de l'Amérique centrale et du Sud et de l'Asie orientale, étant donné que les immigrants qui ont des niveaux de scolarité plus faibles sont plus susceptibles de faire des transferts de fonds. Cependant, en cas de transfert, les immigrants qui ont un plus faible niveau de scolarité ont tendance à envoyer moins d'argent à l'étranger que ceux qui ont fait des études universitaires dans trois des neuf modèles régionaux.

Enfin, il y a une forte corrélation positive entre l'appartenance à un organisme et les transferts de fonds chez les immigrants de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie occidentale, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Cette corrélation suggère que les liens avec un organisme peuvent jouer un rôle différent dans les habitudes de transfert de fonds des immigrants de différentes régions.

## 5 Conclusions et signification

Les résultats de l'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada (ELIC) indiquent que pendant leurs premières années au Canada, une importante minorité d'immigrants récents ont envoyé de l'argent à de la parenté ou à des amis à l'étranger. Annuellement, le montant envoyé par les expéditeurs se chiffre à environ 1 450 \$, ce qui représente à peu près 6 % du revenu personnel total avant impôts et approximativement 3 % du revenu familial total avant impôts. Cependant, on rappelle aux lecteurs que l'ELIC recueillait des données sur les activités de transfert de fonds des personnes plutôt que des familles ou des ménages, ce qui fait que les estimations pourraient être conservatrices.

L'ampleur des différences d'un pays à l'autre et d'une région à l'autre en ce qui concerne les habitudes de transfert de fonds est un thème important dans la présente étude. Les données descriptives révèlent qu'au sein d'une seule cohorte d'arrivée, l'incidence des transferts chez les immigrants de différents pays varie de moins de 10 % à plus de 60 %, tandis que les montants annuels moyens envoyés fluctuent d'environ 500 \$ à près de 3000 \$. Lorsque l'on examine les facteurs associés aux transferts de fonds, les caractéristiques financières et familiales sont toujours significatives chez les immigrants de toutes les régions du monde. En revanche, d'autres facteurs, comme le sexe et la scolarité, sont associés aux transferts chez les immigrants de certaines régions seulement. De plus, les vastes différences entre les pays et les régions demeurent lorsque les caractéristiques socioéconomiques et la composition des groupes sont prises en considération. D'autres facteurs au-delà de la portée de notre analyse, comme les caractéristiques des membres de la famille restée dans le pays d'origine, les caractéristiques du pays d'origine et les caractéristiques des corridors bilatéraux, sont probablement importants et peuvent influencer les activités de transfert de fonds.

L'ELIC offre la possibilité de recherches plus poussées sur le sujet. Les transferts de fonds ont été traités comme la variable dépendante dans notre analyse, notre attention étant axée sur les déterminants en amont. On pourrait également considérer les transferts comme une variable indépendante, en se concentrant sur les conséquences en aval, comme les conséquences sur l'établissement. Par exemple, combien de familles d'immigrants ont des revenus juste au-dessus du seuil de faible revenu (SFR) avant impôt, et combien tomberaient sous le SFR si leurs transferts de fonds étaient déduits de leur revenu familial? Les décisions à l'égard du marché du

travail des immigrants qui font des transferts sont-elles différentes de ceux qui n'en font pas? Peut-être que les immigrants qui ont des obligations de fournir du soutien financier à des membres de la famille à l'étranger ont moins de marge de manœuvre dans leurs possibilités d'emploi que ceux qui n'ont pas de telles obligations. Le potentiel longitudinal de l'ELIC pourrait également être examiné de plus près. Par exemple, au moyen d'un modèle à effets fixes, on pourrait estimer la sensibilité des transferts de fonds aux fluctuations du revenu personnel au fil du temps. Et finalement, les différences documentées dans le présent document entre les hommes et les femmes en ce qui concerne les transferts des immigrants de différentes régions du monde méritent d'être étudiées de plus près.

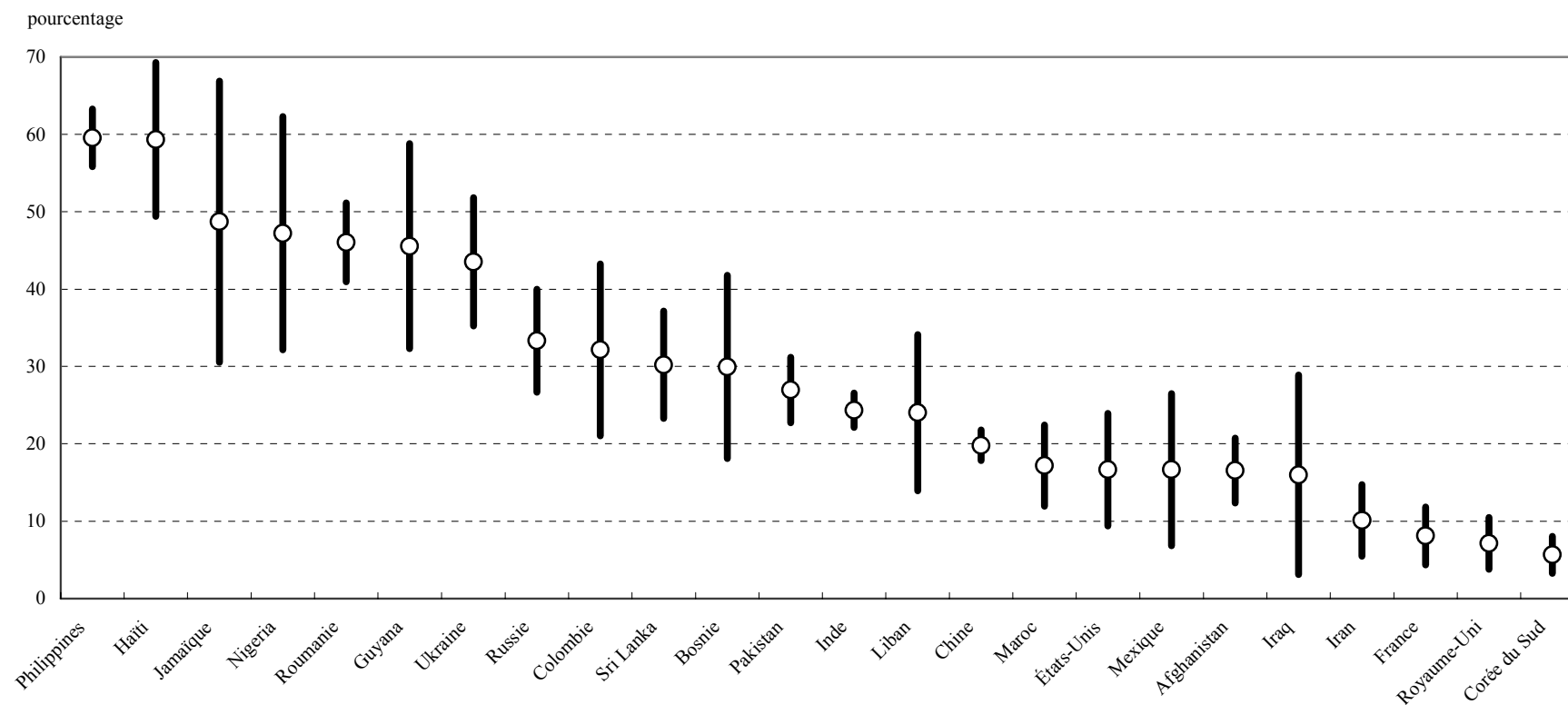
L'ELIC fournit des renseignements récents sur les transferts des nouveaux immigrants. Toutefois, bien que l'étendue de la perspective qu'elle l'offre dans l'ensemble des pays d'origine soit une de ses forces, son attention sur une seule cohorte est certainement une faiblesse. En effet, l'ELIC nous laisse dans l'impossibilité de répondre à de nombreuses questions importantes :

- Dans quelle mesure l'incidence des transferts de fonds diminue-t-elle proportionnellement au temps passé au Canada, c'est-à-dire 5 ans, 10 ans ou 15 ans après l'arrivée des immigrants?
- Les immigrants qui sont arrivés au Canada pendant les années 1980 ou 1990 continuent-ils d'envoyer de l'argent à leur parenté à l'étranger?
- Les habitudes de transfert des résidents temporaires sont-elles différentes de celles des immigrants reçus?
- Y a-t-il des tendances perceptibles à l'égard des habitudes de transfert de fonds dans les cohortes d'arrivée?
- L'expérience de la cohorte de l'ELIC est-elle comparable à celle des autres cohortes?
- Quelles sont les entrées et les sorties totales relatives aux transferts de fonds au Canada chaque année?

L'ELIC n'a pas été conçue pour répondre à ces questions, et il faudra pour ce faire élaborer de nouvelles sources de données s'il y a lieu.

**Figure 1**

**Pourcentage des répondants de l'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada qui ont fait des transferts de deux à quatre ans après leur arrivée<sup>1</sup>, selon certains pays de naissance**

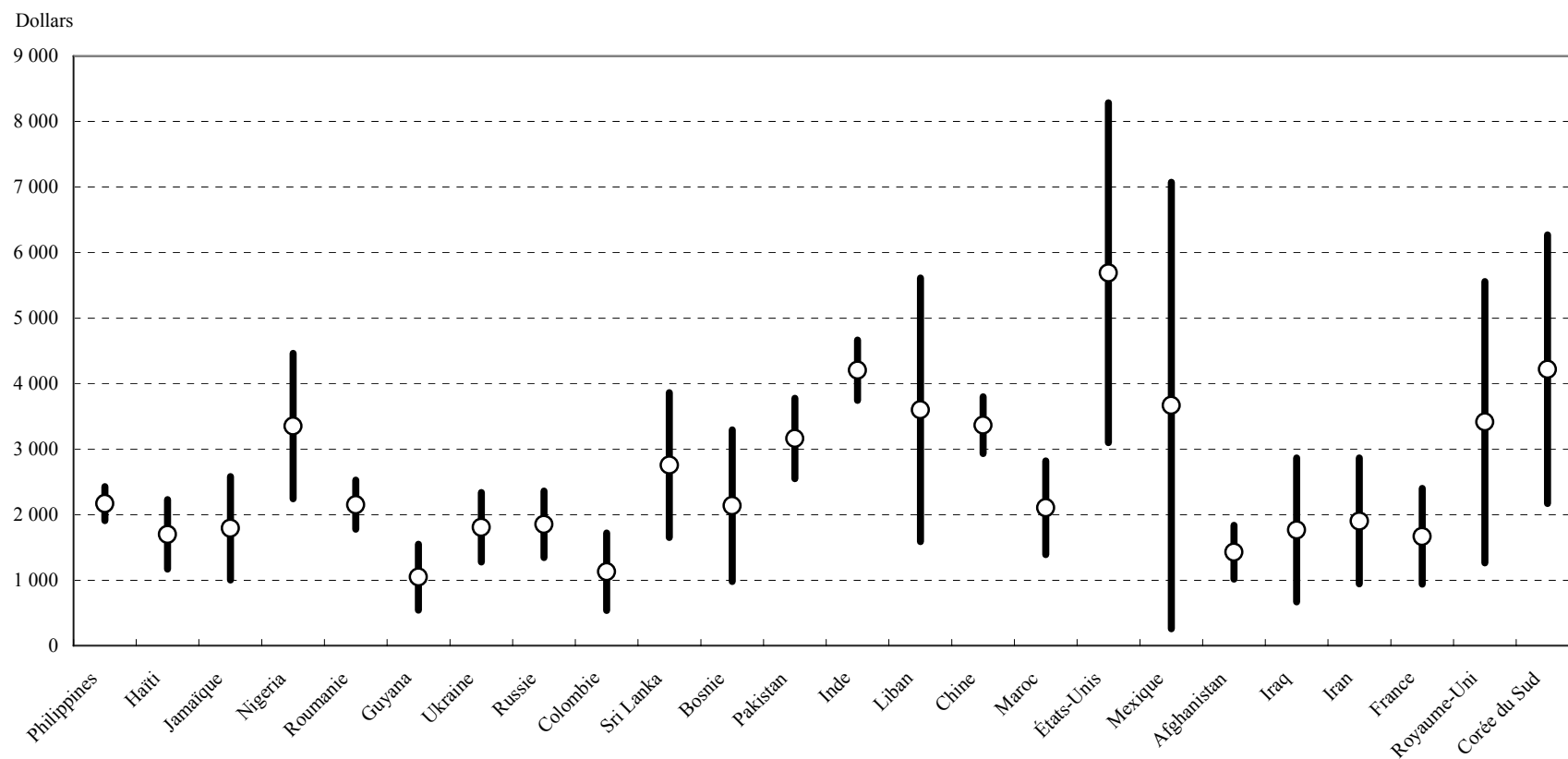


1. Moyenne des incidences des transferts de fonds deux ans et quatre ans après l'arrivée.

Nota : Les barres verticales indiquent un intervalle de confiance de 95 % à l'égard de l'estimation.

Source : Statistique Canada, Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada.

**Figure 2**  
**Montant moyen envoyé de deux à quatre ans après l'arrivée<sup>1</sup>, selon certains pays de naissance**



1. Moyenne des montants moyens envoyés (en cas de transfert) deux ans et quatre ans après l'arrivée.  
 Nota : Les barres verticales indiquent un intervalle de confiance de 95 % à l'égard de l'estimation.  
 Source : Statistique Canada, Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada.

**Tableau 1**  
**Pourcentage des répondants de l'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada qui ont fait des transferts et montant moyen envoyé<sup>1</sup>**

	De 6 à 24 mois après l'arrivée		De 25 à 48 mois après l'arrivée		Moyenne des deux périodes	
	Proportion de personnes qui ont fait des transferts	Montant moyen envoyé	Proportion de personnes qui ont fait des transferts	Montant moyen envoyé	Proportion de personnes qui ont fait des transferts	Montant moyen envoyé
	pourcentage	dollars	pourcentage	dollars	pourcentage	dollars
<b>Total</b>	23	2 500	29	2 900	26	2 700
Région de naissance						
Asie du Sud-Est	52	2 000	56	2 400	54	2 200
Caraïbes et Guyana	47	1 400	54	1 600	50	1 500
Afrique subsaharienne	37	2 400	42	2 500	39	2 500
Europe orientale	32	1 800	41	2 100	37	1 900
Asie du Sud	23	3 600	28	3 700	25	3 600
Amérique centrale et du Sud	23	2 000	25	2 000	24	2 000
Asie orientale	13	2 900	20	3 900	16	3 500
Asie occidentale, Moyen-Orient et Afrique du Nord	13	2 000	19	2 500	16	2 300
Amérique du Nord, Europe occidentale et Océanie	11	3 200	11	3 600	11	3 400
Produit intérieur brut par habitant dans le pays de naissance						
Moins de 2 000 \$	31	1 900	35	2 200	33	2 100
2 000 \$ à 3 999 \$	31	2 700	37	3 000	34	2 800
4 000 \$ à 5 999 \$	20	2 500	25	3 300	22	2 900
6 000 \$ à 7 999 \$	19	1 600	31	2 200	26	2 000
8 000 \$ à 14 999 \$	26	2 400	28	1 900	27	2 100
15 000 \$ et plus	8	3 100	11	3 900	9	3 500

1. Montant moyen déclaré par les personnes qui ont fait des transferts de fonds. Les estimations sont arrondies à la centaine de dollars près. Les valeurs des transferts déclarées deux ans et quatre ans après la date d'arrivée n'ont pas été corrigées pour l'inflation.

Source : Statistique Canada, Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada.

**Tableau 2**  
**Caractéristiques des transferts effectués de 25 à 48 mois après l'arrivée, selon la catégorie d'immigrant**

	Total	Catégorie d'immigrant		
		Composante économique	Regroupement familial	Réfugiés
Pourcentage de personnes qui ont fait des transferts	29	29	29	31
Montant moyen envoyé (dollars)	2 900	3 000	2 700	1 900
Parmi les expéditeurs, pourcentage de ceux qui ont envoyé...				
moins de 500 \$	26	21	33	45
500 \$ à 999 \$	21	22	19	17
1 000 \$ à 2 499 \$	24	26	22	19
2 500 \$ à 4 999 \$	18	19	16	14
5 000 \$ ou plus	11	12	10	5
<b>Total</b>	100	100	100	100

Source : Statistique Canada, Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada.

**Tableau 3**  
**Caractéristiques des transferts sur une base annualisée, selon la catégorie d'immigrant**

	Catégorie d'immigrant			
	Total	Composante économique	Regroupement familial	Réfugiés
Deuxième année après l'arrivée				
Revenu personnel total moyen des expéditeurs (dollars)	22 200	27 200	14 100	12 500
Montant total moyen envoyé comme pourcentage du revenu personnel total moyen des expéditeurs	7,5	6,7	10,4	8,1
Revenu familial total moyen des expéditeurs (dollars)	48 700	51 00	47 400	28 300
Montant moyen envoyé comme pourcentage du revenu familial total moyen des expéditeurs	3,4	3,5	3,1	3,6
Quatrième année après l'arrivée				
Revenu personnel total moyen des expéditeurs (dollars)	28 200	33 600	17 500	16 400
Montant total moyen envoyé comme pourcentage du revenu personnel total moyen des expéditeurs	5,9	5,4	8,4	6,1
Revenu familial total moyen des expéditeurs (dollars)	57 200	61 100	52 600	36 100
Montant moyen envoyé comme pourcentage du revenu familial total moyen des expéditeurs	2,9	3,0	2,8	2,8

Source : Statistique Canada, Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada.

**Tableau 4**  
**Résultats de la régression de l'échantillon combiné**

	Coefficients de régression logistique sur la probabilité des transferts	Probabilité prédite des transferts <sup>1</sup>	Coefficients de régression des moindres carrés ordinaires sur le logarithme naturel du montant envoyé
		pourcentage	
<b>Sexe</b>			
Hommes (groupe de référence)		26	
Femmes	-0,170 **	23	-0,117 **
<b>Groupe d'âge</b>			
15 à 24 ans	-0,718 ***	17	-0,200 **
25 à 34 ans (groupe de référence)		30	
35 à 44 ans	-0,093	28	-0,073
45 à 54 ans	-0,607 ***	19	-0,017
55 ans ou plus	-0,879 ***	15	-0,277 **
<b>Revenu familial</b>			
Moins de 10 000 \$	-1,110 ***	10	-0,453 ***
10 000 \$ à 24 999 \$	-0,605 ***	16	-0,316 ***
25 000 \$ à 44 999 \$ (groupe de référence)		26	
45 000 \$ à 69 999 \$	0,235 ***	31	0,220 ***
70 000 \$ ou plus	0,471 ***	36	0,445 ***
<b>Économies à l'étranger</b>			
Aucunes économies à l'étranger (groupe de référence)		26	
Moins de 5 000 \$	-0,109	24	0,014
5 000 \$ à 24 999 \$	-0,477 ***	18	0,135
25 000 \$ ou plus	-0,318	20	0,111
Données manquantes	-0,237 *	21	-0,030
<b>Personne la mieux renseignée sur le revenu</b>			
Répondant (groupe de référence)		26	
Autre	-0,280 ***	21	-0,073
<b>Situation d'emploi</b>			
Employé à temps plein (groupe de référence)		29	
Employé à temps partiel	-0,239 ***	25	-0,099
Chômeur, inactif	-0,465 ***	21	-0,065
<b>Scolarité à l'admission</b>			
Sans diplôme d'études secondaires	0,131	27	-0,255 ***
Diplôme d'études secondaires	0,035	25	-0,201 **
Diplôme ou certificat d'études postsecondaires	-0,065	23	-0,078
Grade universitaire (groupe de référence)		24	
<b>Lieu de résidence<sup>2</sup></b>			
Toronto (groupe de référence)		23	
Montréal	-0,143 *	21	0,099
Vancouver	0,167 **	26	0,159 **
Calgary/Edmonton	0,553 ***	34	0,158 **
Tous les autres	0,204 ***	27	0,036

Voir les notes et la source à la fin du tableau.



**Tableau 4**  
**Résultats de la régression de l'échantillon combiné (fin)**

	Coefficients de régression logistique sur la probabilité des transferts	Probabilité prédite des transferts <sup>1</sup> <u>pourcentage</u>	Coefficients de régression des moindres carrés ordinaires sur le logarithme naturel du montant envoyé
Nombre d'enfants dans le ménage			
Aucun enfant (groupe de référence)		27	
Un	-0,153 **	24	-0,169 ***
Deux	-0,404 ***	20	-0,187 ***
Trois ou plus	-0,512 ***	18	-0,361 ***
Parrainage			
Ne parraine pas et n'a pas l'intention de le faire (groupe de référence)		23	
Conjoint/enfant	0,598 ***	36	0,231 **
Parent/grand-parent	0,322 ***	30	0,117 **
Catégorie d'immigrant			
Regroupement familial	0,174 **	27	-0,033
Composante économique (groupe de référence)		23	
Réfugié	0,249	28	-0,135
Membre d'un organisme religieux			
Non (groupe de référence)		24	
Oui	0,230 *	28	-0,046
Membre d'un organisme ethnique ou d'immigrants			
Non (groupe de référence)		25	
Oui	0,145	27	-0,002
Région de naissance			
Amérique du Nord, Europe occidentale et Océanie	-0,067	17	-0,554 ***
Europe orientale	0,860 ***	35	-0,629 ***
Caraïbes et Guyana	1,586 ***	52	-0,789 ***
Amérique centrale et du Sud	0,362 **	24	-0,693 ***
Afrique subsaharienne	0,760 ***	32	-0,487 ***
Asie occidentale, Moyen-Orient et Afrique du Nord	-0,148	16	-0,461 ***
Asie orientale (groupe de référence)		18	
Asie du Sud-Est	1,581 ***	52	-0,770 ***
Asie du Sud	0,283 *	23	-0,139
Produit intérieur brut par habitant du pays de naissance			
Moins de 2 000 \$	0,566 ***	38	-0,169
2 000 \$ à 3 999 \$ (groupe de référence)		26	
4 000 \$ à 5 999 \$	0,127	28	-0,215 **
6 000 \$ à 7 999 \$	0,143	29	-0,216 **
8 000 \$ à 14 999 \$	-0,466 ***	18	-0,283 ***
15 000 \$ ou plus	-0,957 ***	12	-0,133
Constante	-0,782 ***		8,089 ***

\* significatif à  $p < 0,1$

\*\* significatif à  $p < 0,05$

\*\*\* significatif à  $p < 0,01$

1. Probabilité prédite des transferts de fonds, les autres covariables étant établies à leurs valeurs moyennes.

2. Le lieu de résidence est la région métropolitaine de recensement.

Source : Statistique Canada, Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada.

**Tableau 5**  
**Caractéristiques de la composition de l'échantillon combiné**

	pourcentage
Sexe	
Hommes	49,5
Femmes	50,5
Groupe d'âge	
15 à 24 ans	14,7
25 à 34 ans	38,0
35 à 44 ans	28,7
45 à 54 ans	10,8
55 ans ou plus	7,8
Revenu familial	
Moins de 10 000 \$	6,9
10 000 \$ à 24 999 \$	20,4
25 000 \$ à 44 999 \$	31,1
45 000 \$ à 69 999 \$	25,9
70 000 \$ ou plus	15,8
Économies à l'étranger	
Aucunes économies à l'étranger	82,6
Moins de 5 000 \$	4,8
5 000 \$ à 24 999 \$	5,0
25 000 \$ ou plus	3,0
Données manquantes	4,6
Personne la mieux renseignée sur le revenu	
Répondant	73,5
Autre	26,5
Situation d'emploi	
Employé à temps plein	42,1
Employé à temps partiel	10,3
Chômeur, inactif	47,6
Scolarité à l'admission	
Sans diplôme d'études secondaires	14,0
Diplôme d'études secondaires	14,9
Diplôme ou certificat d'études postsecondaires	16,9
Grade universitaire	54,3
Lieu de résidence <sup>1</sup>	
Toronto	43,9
Montréal	13,5
Vancouver	15,1
Calgary/Edmonton	8,0
Tous les autres	19,6
Nombre d'enfants dans le ménage	
Aucun enfant	51,3
Un	26,1
Deux	16,6
Trois ou plus	6,0

Voir les notes et la source à la fin du tableau.

**Tableau 5**  
**Caractéristiques de la composition de l'échantillon combiné (fin)**

	pourcentage
Parrainage	
Ne parraine pas et n'a pas l'intention de le faire	81,7
Conjoint/enfant	4,3
Parent/grand-parent	14,0
Catégorie d'immigrant	
Regroupement familial	26,8
Composante économique	67,2
Réfugié	6,1
Membre d'un organisme religieux	
Non	84,3
Oui	15,7
Membre d'un organisme ethnique ou d'immigrants	
Non	96,6
Oui	3,4
Région de naissance	
Amérique du Nord, Europe occidentale et Océanie	6,4
Europe orientale	10,4
Caraïbes et Guyana	3,1
Amérique centrale et du Sud	3,0
Afrique subsaharienne	4,2
Asie occidentale, Moyen-Orient et Afrique du Nord	14,5
Asie orientales	24,5
Asie du Sud-Est	9,5
Asie du Sud	24,5
Produit intérieur brut par habitant du pays de naissance	
Moins de 2 000 \$	6,1
2 000 \$ à 3 999 \$	35,4
4 000 \$ à 5 999 \$	29,9
6 000 \$ à 7 999 \$	9,9
8 000 \$ à 14 999 \$	5,9
15 000 \$ ou plus	12,9

1. Le lieu de résidence est la région métropolitaine de recensement.

Source : Statistique Canada, Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada.

**Tableau 6**  
**Régression logistique sur la probabilité des transferts de fonds, selon la région de naissance**

	Amérique du Nord, Europe occidentale et Océanie	Europe orientale	Caraïbes et Guyana	Amérique centrale et du Sud	Afrique subsaha- rienne	Asie occidentale, Moyen-Orient et Afrique du Nord	Asie orientale	Asie du Sud-Est	Asie du Sud
	B <sup>1</sup>	B <sup>1</sup>	B <sup>1</sup>	B <sup>1</sup>	B <sup>1</sup>	B <sup>1</sup>	B <sup>1</sup>	B <sup>1</sup>	B <sup>1</sup>
Sexe									
Hommes (groupe de référence)									
Femmes	-0,302	-0,127	0,015	-0,030	-0,058	-0,545 ***	0,101	-0,023	-0,445 ***
Groupe d'âge									
15 à 24 ans	-0,271	-0,200	-0,238	-0,293	-0,826 *	-0,604 **	-0,809 **	-1,110 ***	-1,017 ***
25 à 34 ans (groupe de référence)									
35 à 44 ans	0,399	-0,070	0,457	-0,303	-0,084	-0,195	-0,114	-0,146	-0,035
45 à 54 ans	0,483	-0,405	0,273	-1,124	-1,140 **	-0,721 **	-0,766 **	-0,525 *	-0,958 ***
55 ans ou plus	0,441	-0,784 *	-1,026	-0,666	-0,536	-2,454 ***	-0,591	-0,789 **	-1,090 ***
Revenu familial									
Moins de 10 000 \$ <sup>2</sup>		-0,557	-0,666	-0,568	-1,180 *	-0,913 *	-1,483 ***	-1,452 ***	-1,428 ***
10 000 \$ à 24 999 \$	-0,530	-0,836 ***	-0,095	-0,775 *	-0,447	-0,532 ***	-0,790 ***	-0,441 *	-0,432 ***
25 000 \$ à 44 999 \$ (groupe de référence)									
45 000 \$ à 69 999 \$	-0,151	0,458 **	-0,117	-0,067	-0,188	0,438 *	0,454 ***	0,206	0,104
70 000 \$ ou plus	0,228	0,811 ***	0,348	0,284	-0,092	0,860 ***	0,823 ***	0,405 **	0,352 **
Économies à l'étranger									
Aucunes économies à l'étranger (groupe de référence)									
Moins de 5 000 \$	-0,109	-0,950	-0,338	-0,296	-0,311	0,319	-0,470	0,528 **	-0,139
5 000 \$ à 24 999 \$	-0,914 *	-0,748	-0,544	-1,425	-1,383 **	-1,319 **	-0,252	-0,246	-0,192
25 000 \$ ou plus	0,193	0,605	-2,493 ***	-1,926 **	-0,724	-0,490	-0,809	-0,599	0,103
Données manquantes	0,354	-0,654	-0,528	-0,666	-1,104	-0,825	-0,525 *	-0,429	0,086
Personne la mieux renseignée sur le revenu									
Répondant (groupe de référence)									
Autre	-0,106	-0,197	-0,053	-0,576	-0,045	-0,051	-0,551 ***	-0,158	-0,302 **
Situation d'emploi									
Employé à temps plein (groupe de référence)									
Employé à temps partiel	-0,129	-0,055	-0,311	0,429	-0,113	-0,273	-0,451 **	-0,199	-0,405 *
Chômeur, inactif	-0,356	-0,335 **	-0,745 **	0,197	-0,712 **	-0,358	-0,683 ***	-0,584 ***	-0,214 *

Voir les notes et la source à la fin du tableau.

**Tableau 6**  
**Régression logistique sur la probabilité des transferts, selon la région de naissance (fin)**

	Amérique du Nord, Europe occidentale et Océanie	Europe orientale	Caraïbes et Guyana	Amérique centrale et du Sud	Afrique subsaha- rienne	Asie occidentale, Moyen-Orient et Afrique du Nord	Asie orientale	Asie du Sud-Est	Asie du Sud
	B <sup>1</sup>	B <sup>1</sup>	B <sup>1</sup>	B <sup>1</sup>	B <sup>1</sup>	B <sup>1</sup>	B <sup>1</sup>	B <sup>1</sup>	B <sup>1</sup>
Scolarité à l'admission									
Sans diplôme d'études secondaires	-0,480	-0,527 *	-0,031	0,552	-0,155	0,071	0,861 ***	0,345	0,189
Diplôme d'études secondaires	-0,405	-0,269	0,045	1,325 *	-0,003	-0,219	0,986 ***	0,118	0,024
Diplôme ou certificat d'études postsecondaires	-0,397	-0,174	-0,870 *	0,677	-0,201	-0,191	0,217	0,082	-0,163
Grade universitaire (groupe de référence)									
Lieu de résidence <sup>3</sup>									
Toronto (groupe de référence)									
Montréal	-0,384	-0,026	0,339	-0,347	-0,066	-0,016	-0,465 *	-0,176	-0,507
Vancouver	-0,274	0,250	-1,199	-0,125	0,861	0,285	0,006	0,354 *	0,311 **
Calgary/Edmonton	0,583	0,588 ***	0,046	-0,120	0,979 **	1,419 ***	0,422 **	0,490 **	0,254
Tous les autres	-0,163	-0,016	0,816 *	-0,427	0,822 **	0,494	-0,029	0,921 ***	0,167
Nombre d'enfants dans le ménage									
Aucun enfant (groupe de référence)									
Un	0,033	-0,154	-0,546	0,175	0,937 *	-0,262	-0,166	-0,131	-0,301 **
Deux ou plus	-0,776 **	-0,308	-0,641	0,060	-0,536	-0,650 **	-0,319	-0,395 *	-0,490 ***
Parrainage									
Ne parraine pas et n'a pas l'intention de le faire (groupe de référence)									
Conjoint/enfant	1,646 ***	0,888 *	1,001 **	0,805	0,596	0,437	0,209	0,646 *	0,390 *
Parent/grand-parent	0,507	0,315 *	0,526	0,314	0,060	0,209	0,264	0,282	0,310 ***
Membre d'un organisme									
Non (groupe de référence)									
Oui	0,061	0,239	0,247	0,259	0,511 **	0,551 **	-0,316 *	-0,199	0,218
Produit intérieur brut par habitant	-0,044 *	-0,058 **	-0,048	-0,083	-0,129 ***	-0,079 ***	-0,057 ***	-0,139 *	0,198 **
Constante	-0,172	0,279	0,641	-0,365	0,343	0,050	-0,674 **	1,097 **	-0,462

\* significatif à p<0,1

\*\* significatif à p <0,05

\*\*\* significatif à p<0,01

1. Coefficients de régression logistique sur la probabilité des transferts.

2. Environ 20 répondants de l'Amérique du Nord, de l'Europe occidentale et de l'Océanie ont demeuré dans des ménages dont le revenu était inférieur à 10 000 \$. Aucun de ces répondants n'a transféré des fonds et il a été nécessaire de les exclure de l'analyse multivariée pour des raisons de méthodologie.

3. Le lieu de résidence est la région métropolitaine de recensement.

Source : Statistique Canada, Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada.

**Tableau 7****Régression des moindres carrés ordinaires sur le montant envoyé, selon la région de naissance**

	Amérique du Nord, Europe occidentale et Océanie B <sup>1</sup>	Europe orientale B <sup>1</sup>	Caraïbes et Guyana B <sup>1</sup>	Amérique centrale et du Sud B <sup>1</sup>	Afrique sub- saharienne B <sup>1</sup>	Asie occidentale, Moyen-Orient et Afrique du Nord B <sup>1</sup>	Asie orientale B <sup>1</sup>	Asie du Sud-Est B <sup>1</sup>	Asie du Sud B <sup>1</sup>
Sexe									
Hommes (groupe de référence)									
Femmes	-0,536	-0,086	-0,083	-0,445	-0,229	-0,268	0,056	0,048	-0,173
Groupe d'âge									
15 à 24 ans	-0,747	-0,074	-0,155	-0,408	-0,179	-0,438 **	0,046	-0,136	-0,147
25 à 34 ans (groupe de référence)									
35 à 44 ans	0,157	-0,154	-0,030	-0,077	0,137	-0,292 *	-0,143	0,041	-0,077
45 à 54 ans	-0,147	-0,036	-0,418	0,852	0,509	-0,031	-0,019	-0,014	-0,003
55 ans ou plus	-0,317	-0,206	-0,416	-1,125	-1,073	0,217	-0,390	-0,095	-0,144
Revenu familial									
Moins de 10 000 \$ <sup>2</sup>		-0,414	-0,163	0,786	-0,165	-0,823 **	-0,298	-0,916 **	-0,549
10 000 \$ à 24 999 \$	0,354	-0,476 ***	-0,256	-0,441	-0,435 **	-0,524 ***	-0,047	0,109	-0,472 ***
25 000 \$ à 44 999 \$ (groupe de référence)									
45 000 \$ à 69 999 \$	0,271	0,161	-0,093	0,009	0,157	0,422 **	0,095	0,418 ***	0,232 **
70 000 \$ ou plus	1,233 **	0,331 **	0,024	0,901 **	0,823 ***	0,549 **	0,361 **	0,486 ***	0,363 ***
Économies à l'étranger									
Aucunes économies à l'étranger (groupe de référence)									
Moins de 5 000 \$	0,101	-0,133	0,109	0,330	0,479	0,048	0,633 **	-0,100	-0,069
5 000 \$ à 24 999 \$	0,791	0,263	-0,274	-0,732	0,551	0,613	-0,037	0,140	0,175
25 000 \$ ou plus	0,443	0,803 *	2,865	-1,025	-0,831 *	0,571	-0,021	0,201	-0,225
Données manquantes	0,054	-0,648 *	0,419	-0,921	-0,817	-0,374	0,209	0,506 *	-0,263
Personne la mieux renseignée sur le revenu									
Répondant (groupe de référence)									
Autre	0,539	0,029	-0,015	-0,047	-0,168	-0,037	-0,219	-0,161	0,104
Situation d'emploi									
Employé à temps plein (groupe de référence)									
Employé à temps partiel	-0,387	-0,151	0,072	-0,534	0,157	0,061	-0,072	-0,220	-0,204
Chômeur, inactif	0,230	-0,001	-0,049	-0,567 *	0,044	-0,110	0,017	-0,164	-0,210 **

Voir les notes et la source à la fin du tableau.

**Tableau 7**

**Régression des moindres carrés ordinaires sur le montant envoyé, selon la région de naissance (fin)**

	Amérique du Nord, Europe occidentale et Océanie B <sup>1</sup>	Europe orientale B <sup>1</sup>	Caraïbes et Guyana B <sup>1</sup>	Amérique centrale et du Sud B <sup>1</sup>	Afrique sub- saharienne B <sup>1</sup>	Asie occidentale, Moyen-Orient et Afrique du Nord B <sup>1</sup>	Asie orientale B <sup>1</sup>	Asie du Sud-Est B <sup>1</sup>	Asie du Sud B <sup>1</sup>
Scolarité à l'admission									
Sans diplôme d'études secondaires	0,881	-0,621	-0,466 *	-0,801	-0,499	0,022	-0,296	-0,396 *	-0,066
Diplôme d'études secondaires	0,382	-0,048	-0,636 **	-0,646	-0,540 *	0,044	-0,261	-0,263	-0,149
Diplôme ou certificat d'études postsecondaires	0,768 **	-0,183	-0,566 *	-0,540	-0,244	0,204	-0,172	-0,086	-0,031
Grade universitaire (groupe de référence)									
Lieu de résidence <sup>3</sup>									
Toronto (groupe de référence)									
Montréal	0,188	0,030	0,208	0,290	-0,676 **	0,101	0,094	0,214	0,296
Vancouver	0,773	-0,029	0,987	0,538	-0,242	0,011	-0,065	0,072	0,423 ***
Calgary/Edmonton	1,079 ***	0,187	-0,714	0,037	-0,223	0,215	0,234	0,061	0,064
Tous les autres	0,870 **	-0,015	-0,092	0,404	-0,427	-0,019	-0,074	0,001	0,211
Nombre d'enfants dans le ménage									
Aucun enfant (groupe de référence)									
Un	-0,645	-0,016	-0,062	0,361	-0,109	-0,618 ***	-0,025	-0,210	-0,121
Deux ou plus	-0,520	0,109	-0,317	-0,149	-0,428 *	-0,381 **	0,069	-0,273 *	-0,352 **
Parrainage									
Ne parraine pas et n'a pas l'intention de le faire (groupe de référence)									
Conjoint/enfant	0,711	0,830 ***	0,381	-0,488	0,623 **	0,225	-0,011	0,047	-0,070
Parent/grand-parent	0,732	0,063	0,242	-0,339	0,114	0,261	0,210	0,073	0,060
Membre d'un organisme									
Non (groupe de référence)									
Oui	0,493	-0,072	-0,065	-0,083	0,044	0,051	0,052	0,067	-0,188 *
Produit intérieur brut par habitant	0,033	-0,020	0,022	-0,251 ***	-0,013	0,043 **	-0,007	-0,005	-0,123
Constante	5,343 ***	7,306 ***	7,322 ***	9,694 ***	7,892 ***	7,450 ***	7,645 ***	7,038 ***	8,384 ***

\* significatif à p<0,1

\*\* significatif à p<0,05

\*\*\* significatif à p<0,01

1. Coefficients de régression des moindres carrés ordinaires sur le logarithme naturel du montant envoyé.

2. Environ 20 répondants de l'Amérique du Nord, de l'Europe occidentale et de l'Océanie ont demeuré dans des ménages dont le revenu était inférieur à 10 000 \$. Aucun de ces répondants n'a transféré des fonds et il a été nécessaire de les exclure de l'analyse multivariée pour des raisons de méthodologie.

3. Le lieu de résidence est la région métropolitaine de recensement.

Source : Statistique Canada, Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada.

## Bibliographie

- Acosta, Pablo A., Pablo Fajnzylber et J. Humberto Lopez. 2007. « What is the impact of international remittances on poverty and inequality in Latin America? » Dans *International Migration, Economic Development and Policy*. Çağlar Özden et Maurice Schiff (rév.). Washington, D.C. : The World Bank; New York : Palgrave Macmillan.
- Adams, Jr., Richard H. 2007. *International Remittances and the Household: Analysis and Review of Global Evidence*. World Bank Policy Research Working Paper 4116. Washington, D.C. : The World Bank.
- Ali, Syed. 2007. « 'Go West young man:' The culture of migration among Muslims in Hyderabad, India ». *Journal of Ethnic and Migration Studies*. 33, 1 : 37–58.
- BID. 2004a. *Sending Money Home: Remittance to Latin America and the Caribbean*. Mimeograph. Washington, D.C. : Banque interaméricaine de développement.
- BID. 2004b. *Sending Money Home: Remittance Recipients in the Dominican Republic and Remittance Senders from the U.S.* Mimeograph. Washington, D.C. : Banque interaméricaine de développement.
- Bouhga-Hagbe, Jacques. 2006. *Altruism and Workers' Remittances: Evidence from Selected Countries in the Middle East and Central Asia*. IMF Working Paper 06/130. Washington, D.C. : International Monetary Fund.
- Brown, Richard P.C., et Bernard Piorine. 2005. « A model of migrants' remittances with human capital investment and intrafamilial transfers ». *International Migration Review*. 39, 2 : 407–438.
- Chui, Tina, et Kelly Tran. 2003. *Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada : progrès et défis des nouveaux immigrants sur le marché du travail*. N° 89-615-XWF au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.
- CIC. 2004. *Remittances: A Preliminary Research*. Coordination des politiques internationales. Polycopié. Ottawa : Citoyenneté et immigration Canada.
- CIC. 2007. *Faits et chiffres 2006 : Aperçu de l'immigration : Résidents permanents et temporaires*. Ottawa : Citoyenneté et immigration Canada.
- Connell, John, et Richard P.C. Brown. 1995. « Migration and remittances in the South Pacific: Towards new perspectives ». *Asian and Pacific Migration Journal*. 4, 1 : 1–34.
- Diaz-Briquets, Sergio, et Jorge Pérez-Lopez. 1997. « Refugee remittances: Conceptual issues and the Cuban and Nicaraguan experiences ». *International Migration Review*. 31, 2 : 411–437.
- El-Sakka, Mohammed I.T., et Robert McNabb. 1999. « The macroeconomic determinants of emigrant remittances ». *World Development*. 27, 8 : 1493–1502.



- Frenette, Marc, et René Morissette. 2003. *Convergeront-ils un jour? Les gains des travailleurs immigrants et de ceux nés au Canada au cours des dernières décennies*. Direction des études analytiques : documents de recherche. N° 11F0019MIF2003215 au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.
- Freund, Caroline L., et Nikola Spatafora. 2005. *Remittances: Transaction Costs, Determinants, and Informal Flows*. Policy Research Working Paper no. 3704. Washington, D.C. : The World Bank.
- Funkhouser, Edward. 1995. « Remittances from international migration: A comparison of El Salvador and Nicaragua ». *The Review of Economics and Statistics*. 77, 1 : 137–146.
- Gronin, Chantal. 2005. *Connaissance des langues officielles chez les nouveaux immigrants : à quel point est-ce important sur le marché du travail? »* N°. 89-624-XWF au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.
- Gupta, Poonam. 2005. *Macroeconomic Determinants of Remittances: Evidence from India*. IMF Working Paper 05/224. Washington, D.C. : International Monetary Fund.
- Hagenbaugh, Barbara. 2006. « Sending money back has vital role ». *USA Today*. April 11, 2006.
- Hamza, Buri M. 2006. *The Somali Remittance Sector in Canada*. Rapport préparé pour le Nathanson Centre for the Study of Organized Crime and Corruption. Osgoode Hall Law School Toronto : York University.
- Haug, Werner. 2007. *Migration, Remittances and Development: The Contribution of Household Surveys: Proposals for Harmonization and Coordination of Survey Content and Design*. Mimeograph. Prepared on behalf of the Conference of European Statisticians.
- Heckman, James J. 1979. « Sample selection bias as a specification error ». *Econometrica*. 47, 1 : 153–161.
- Heisz, Andrew, et Logan McLeod. 2004. *Faible revenu dans les régions métropolitaines de recensement*. Tendances et conditions dans les régions métropolitaines de recensement. N° 89-613-MIF2004001 au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.
- Hernández-Coss, Raúl. 2005. *The Canada-Vietnam Remittance Corridor: Lessons on Shifting from Informal to Formal Transfer Systems*. World Bank Working Paper no. 48. Washington, D.C. : The World Bank.
- Kapur, Devesh, et John McHale. 2003. « Migration's new payoff ». *Foreign Policy*. 139 (Nov.–Dec.) : 49–57.
- Levitt, Peggy. 1997. « Transnationalizing community development: The case of migration between Boston and the Dominican Republic ». *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*. 26, 4 : 509–526.

- Lianos, Theodore P. 1997. « Factors determining migrant remittances: The case of Greece ». *International Migration Review*. 31, 1 : 72–87.
- Lucas, Robert E.B., et Oded Stark. 1985. « Motivations to remit: Evidence from Botswana ». *Journal of Political Economy*. 93, 5 : 901–918.
- Lueth, Erik, et Marta Ruiz-Arranz. 2007. *A Gravity Model of Workers' Remittances*. IMF Working Paper 06/290. Washington, D.C. : International Monetary Fund.
- Massey, Douglas S., et Emilio Parrado. 1994. « Migradollars: The remittances and savings of Mexican migrants to the United States ». *Population Research and Policy Review*. 13, 1 : 3–30.
- Massey, Douglas S., et Lawrence C. Basem. 1992. « Determinants of savings, remittances and spending patterns among U.S. migrants in four Mexican communities ». *Sociological Inquiry*. 62, 2 : 185–207.
- Menjivar, Cecilia, Julie DaVanza, Lisa Greenwell et R. Burciaga Valdez. 1998. « Remittance behavior among Salvadoran and Filipino immigrants in Los Angeles ». *International Migration Review*. 32, 1 : 97–126.
- Niimi, Yoko, et Çağlar Özden. 2006. *Migration and Remittances: Causes and Linkages*. World Bank Policy Research Working Paper 4087. Washington, D.C. : The World Bank.
- Orozco, Manuel. 2002. « Globalization and migration: The impact of family remittances in Latin America ». *Latin American Politics and Society*. 44, 2 : 41–66.
- Orozco, Manuel. 2006. *International Flows of Remittances: Cost, Competition and Financial Access in Latin America and the Caribbean—Toward an Industry Scorecard*. Mimeograph. Washington, D.C. : Multilateral Investment Fund of the Inter-American Development Bank.
- Picot, Garnett. 2004. « The deteriorating economic welfare of Canadian immigrants ». *Canadian Journal of Urban Research*. 13, 1 : 25–45.
- Picot, Garnett, Feng Hou et Simon Coulombe. 2007. *Faible revenu chronique et la dynamique du faible revenu chez les nouveaux immigrants*. Direction des études analytiques : documents de recherche. N° 11F0019MIF2007294. Ottawa : Statistique Canada.
- Roberts, Bryan R., Reanne Frank et Fernando Lozano-Ascencio. 1999. « Transnational migrant communities and Mexican migration to the U.S. » *Ethnic and Racial Studies*. 22, 2 : 238–266.
- Sayan, Serdar. 2006. *Business Cycles and Workers' Remittances: How Do Migrant Workers Respond to Cyclical Movements of GDP at Home?* IMF Working Paper 06/52. Washington, D.C. : International Monetary Fund.
- SCHL. 2007. *L'Observateur du logement au Canada, 2007*. N° NH2-1/2007F au catalogue. Ottawa : Société canadienne d'hypothèques et de logement.

- Simmons, Alan, Dwaine Plaza et Victor Piché. 2005. *The Remittance Sending Practices of Haitians and Jamaicans in Canada*. Expert Group Meeting on International Migration and Development in Latin America and the Caribbean. UN/POP/EGM-MIG/2005/01. Mexico City : United Nations Secretariat, Department of Economic and Social Affairs, Population Division.
- Stanwix, Clare, et John Connell. 1995. « To the islands: The remittances of Fijians in Sydney ». *Asian and Pacific Migration Journal*. 4, 1 : 69–88.
- Statistique Canada. 2006. *Les seuils de faible revenu de 2005 et les mesures de faible revenu de 2004*. N° 75F002MIF2006004 au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.
- Stark, Oded, et Robert E.B. Lucas. 1988. « Migration, remittances and the family ». *Economic Development and Cultural Change*. 36, 3 : 465–481.
- Vanwey, Leah K. 2004. « Altruistic and contractual remittances between male and female migrants and households in rural Thailand ». *Demography*. 41, 4 : 739–756.
- Vete, Mele Fuka. 1995. « The determinants of remittances among Tongans in Auckland ». *Asian and Pacific Migration Journal*. 4, 1 : 55–68.
- World Bank. 2006. *Global Economic Prospects: Economic Implications of Remittances and Migration 2006*. Washington, D.C. : The World Bank.
- World Bank. 2007. *Close to Home: The Development Impact of Remittances in Latin America*. Conference Edition. Washington, D.C. : The World Bank.
- Xiang, Biao. 2001. « Structuration of Indian information technology professionals' migration to Australia: An ethnographic study. » *International Migration*. 39, 5 : 73–88.